

RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL
2024



NOS TRANSITIONS
— *Accélérer*
VOS TRANSITIONS





SOMMAIRE

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- 1.1 Message de Maxime Séché, Directeur général
- 1.2 Données financières sélectionnées au 30 juin 2024

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

- 2.1 Faits significatifs de la période
- 2.2 Commentaires sur l'activité consolidée au 30 juin 2024
- 2.3 Commentaires sur les flux de la trésorerie consolidée au 30 juin 2024
- 2.4 Commentaires sur la situation financière consolidée au 30 juin 2024
- 2.5 Faits récents et perspectives
- 2.6 Actionnariat

01 COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2024

- 4
- 6
- 3.1 Comptes consolidés semestriels résumés
- 3.2 Annexes aux comptes consolidés semestriels

03

- 28
- 33

02 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

- 8
- 11
- 17
- 20
- 22
- 26
- 4.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

04

- 58

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- 5.1 Déclaration du responsable du Rapport financier semestriel

05

- 60



MESSAGE ***DU DIRECTEUR GÉNÉRAL***

1.1	Message de Maxime Séché, Directeur général	4
1.2	Données financières sélectionnées au 30 juin 2024	6



1.1 MESSAGE DE MAXIME SÉCHÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL



505 M€

Chiffre d'affaires contributif¹ S1 2024

en progression de **+ 3 %**



68% du CA aligné

sur la **taxonomie verte**
européenne

Acteur de la transition écologique



Nouveaux objectifs 2027

GES émis **-15 %** en 2027
(scope 1 et 2) (vs.2021)

Prélèvements Eau **-8 %** en 2027
(vs. 2023)



Présent dans + de 16 pays

dans le monde avec plus de

6100 salariés

(dont + de 2 500 en France)



Madame, Monsieur, chers Actionnaires,

Au cours du 1^{er} semestre 2024, Séché Environnement a activement poursuivi sa stratégie de croissance en France et à l'International.

Ainsi, votre Groupe a poursuivi son développement sur la plupart de ses marchés et il a annoncé une acquisition majeure à Singapour, au cœur industriel de l'Asie du Sud-Est.

Toutefois, ce début d'exercice 2024 a aussi été marqué par l'impact de facteurs exogènes qui ont obéré la contribution de certaines activités, tant en chiffre d'affaires qu'en résultat opérationnel.

En particulier, la baisse sensible des prix de vente de l'énergie a pénalisé la contribution des activités de valorisation énergétique en France. De plus, la réduction de l'accidentologie industrielle et environnementale au 1^{er} trimestre, a conduit à des décalages de prises de marchés dans les activités "spots" d'urgence environnementale et de dépollution en France comme à l'International.

La meilleure orientation des activités dès le 2^e trimestre, le dynamisme commercial et l'agilité dont votre Groupe a fait preuve pour renforcer son plan d'économies et maîtriser plus encore ses investissements n'ont pas effacé totalement ces impacts sur les comptes de ce 1^{er} semestre, en particulier au plan opérationnel.

Une discipline financière stricte a toutefois permis d'afficher une génération de trésorerie en forte progression par rapport à l'an passé et une solidité bilantielle confortée, avec une dette financière réduite et une flexibilité financière préservée.

¹ Chiffre d'affaires contributif – voir définition page 6

**" Les perspectives attrayantes de Séché
Environnement restent intactes sur les marchés
porteurs de la transition écologique et du
développement durable. "**

Les perspectives du 2nd semestre sont sensiblement mieux orientées, en particulier pour les activités "spots" d'urgence environnementale et de dépollution, en France et à l'International.

Votre Groupe engrange déjà des succès commerciaux d'ampleur exceptionnelle qui porteront leurs effets dès ce 2nd semestre et jusqu'en début 2025.

J'en veux pour exemple le contrat emblématique pour la dépollution d'une friche industrielle à Las Salinas au Chili. Remporté en mai dernier au terme d'un appel d'offres international, il constitue une des plus importantes opérations de dépollution jamais réalisées par le Groupe.

Conclu pour une durée de trois ans, il contribuera au rayonnement de notre marque au Chili tout comme à nos performances économiques dès ce second semestre.

Surtout, ce 1^{er} semestre 2024 est celui où Séché Environnement opère un nouveau mouvement stratégique d'envergure grâce à une opération de croissance externe majeure.

En effet, l'acquisition d'ECO, le leader des marchés de déchets dangereux à Singapour, lui ouvre à terme les marchés industriels parmi les plus dynamiques au monde, ceux de l'Asie du Sud-Est.

Cette acquisition, la plus importante jamais réalisée par Séché Environnement, lui confère désormais une position de premier plan dans une région où le Groupe était jusqu'à présent peu actif.

Avec la plus large gamme de produits et de services, ses savoir-faire de pointe, une clientèle fidélisée et cœur de cible constituée de grands noms internationaux des secteurs de la chimie, de l'énergie, de la pharmacie et des semi-conducteurs, et un outil industriel récent et performant, ECO constituera pour votre Groupe une plateforme de croissance dynamique pour le développement de notre Groupe dans la région APAC sur l'ensemble de ses métiers de l'économie circulaire à la gestion de la dangerosité en passant par les services à l'environnement.

La mise en œuvre des complémentarités industrielles, commerciales et géographiques entre ECO et toutes les filiales du Groupe permettra d'accélérer la croissance du nouvel ensemble dans les prochaines années tout en confortant sa rentabilité opérationnelle et son profil financier.

Ainsi, les périmètres d'activité du Groupe continuent de s'étendre sur le plan géographique et se complètent aux plans industriel et commercial, faisant naître de nouvelles synergies entre les métiers et les filiales.

J'ai donc souhaité vous présenter un nouveau plan d'affaires à horizon 2026 : celui-ci affiche des objectifs commerciaux, opérationnels et financiers améliorés par rapport à ceux présentés lors de nos récentes communications, et en particulier la "Journée Investisseurs" de décembre 2023.

**" Je suis confiant dans la poursuite de la dynamique
de croissance et de rentabilité de Séché
Environnement pour cette année comme pour les
années futures. "**

Les perspectives attrayantes que nous vous présentons sont tracées par les besoins durables et croissants de ses clients, en particulier les industriels, en matière de services environnementaux en France et dans le Monde.

Elles sont aussi soutenues par des réglementations exigeantes qui, en Europe comme dans les pays émergents, orientent les activités économiques vers plus de durabilité, c'est-à-dire vers plus de sobriété en matière d'utilisation des ressources, et plus de sécurité pour les communautés humaines et la biodiversité, en matière de gestion des impacts environnementaux.

Fort de son offre de services alignée à 68 % à la taxonomie verte européenne, et tournée vers l'économie circulaire, la maîtrise de la dangerosité et les enjeux de transition écologique, votre Groupe est parfaitement positionné au cœur de ces marchés particulièrement résilients et il développe ses implantations pour répondre avec pertinence aux problématiques des industriels, en France et dans le Monde, en matière de développement durable.

Je suis convaincu que la stratégie déployée depuis plusieurs années confortera cette dynamique de croissance pérenne et rentable, comme je connais l'engagement de toutes les femmes et de tous les hommes qui composent le Groupe Séché Environnement pour s'attacher à sa réussite.

Maxime Séché

Directeur général

01

02

03

04

05

1.2 DONNÉES FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES AU 30 JUIN 2024

En millions d'euros	Consolidé		France		International	
Au 30 juin	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Chiffre d'affaires publié	530,1	540,4	404,4	389,4	125,7	151,0
Chiffre d'affaires contributif	491,6	505,1	365,9	354,1	125,7	151,0
Excédent brut d'exploitation	101,9	88,3	81,4	71,3	20,5	17,0
en % du CA	20,7%	17,5%	22,3%	20,1%	16,3%	11,3%
Résultat opérationnel courant	45,3	29,6	25,9	25,6	9,4	4,0
en % du CA	9,2%	5,9%	9,8%	7,2%	7,5%	2,6%
Résultat opérationnel	45,5	28,2				
en % du CA	9,3%	5,6%				
Résultat financier	(11,4)	(14,4)				
en % du CA	(2,3)%	(2,9)%				
Impôt sur les Résultats	(9,0)	(4,7)				
en % du CA	(1,8)%	(0,9)%				
QP du Résultat des Entreprises associées	(1,2)	(0,5)				
Intérêts minoritaires	(1,0)	(0,7)				
Résultat net part du Groupe	23,0	8,0				
en % du CA	4,7%	1,6%				
Résultat net par action	2,94 €	1,02 €				
Cashflow opérationnel récurrent	88,5	76,1				
en % du CA	18,0%	15,1%				
Investissements nets décaissés	42,2	43,7				
en % du CA	8,6%	8,9%				
Cashflow opérationnel disponible	46,2	67,5				
en % du CA	9,4%	13,4%				
Endettement financier net	581,7	616,9				
Levier financier	2,7 x	3,0 x				

L'activité et les résultats consolidés au 30 juin 2024 se comparent à la base élevée du 1^{er} semestre 2023, qui avait comptabilisé la forte contribution de contrats "spots" d'urgence environnementale et de dépollution d'ampleur exceptionnelle, en France et à l'International, en début de période. Ils enregistrent également, en France, le reflux significatif des prix de vente de l'énergie, électricité et vapeur, après les pics des années 2022 et début 2023.

Définitions :

Chiffre d'affaires contributif : chiffre d'affaires consolidé publié net 1/ du chiffre d'affaires IFRIC 12 représentatif des investissements réalisés sur les actifs concédés et comptabilisés en chiffre d'affaires conformément à l'interprétation IFRIC 12 ; 2/ de la TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) acquittée par le producteur de déchets et collectée pour compte de l'État par les opérateurs de traitement. Sauf indication contraire, les variations et pourcentages calculés ci-après se réfèrent au chiffre d'affaires contributif.

Cashflow opérationnel récurrent : excédent brut d'exploitation augmenté des dividendes reçus des participations et du solde des autres produits et charges opérationnels cash (y compris résultat de change) et diminué des charges cash de réhabilitation et d'entretien des sites de traitement et des actifs concédés (y compris charges de grand entretien et réparations – GER).

Cashflow opérationnel disponible : cash flow opérationnel récurrent diminué de la variation de besoin en fonds de roulement, des impôts décaissés, des intérêts bancaires décaissés nets (dont intérêts liés aux locations financières) et des investissements industriels récurrents (maintenance), et avant investissements de développement, investissements financiers, dividende et financements.



RAPPORT SEMESTRIEL **D'ACTIVITÉ**

2.1	Faits significatifs de la période	8
2.2	Commentaires sur l'activité consolidée au 30 juin 2024	11
2.3	Commentaires sur les flux de la trésorerie consolidée au 30 juin 2024	17
2.4	Commentaires sur la situation financière consolidée au 30 juin 2024	20
2.5	Faits récents et perspectives	22
2.6	Actionnariat	26



2.1 FAITS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

2.1.1 INTÉGRATION DE RENT-A-DRUM AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Acquise au 3^e trimestre 2023¹, la société namibienne Rent-A-Drum a été intégrée au périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2024.

Rent-A-Drum est la principale entreprise de gestion des déchets en Namibie. Elle propose à sa clientèle de grandes entreprises namubiennes, ainsi qu'à quelques collectivités de premier plan comme la capitale Windhoek, une large gamme de prestations grâce à son offre intégrée de valorisation et de traitement de déchets.

Son expertise s'étend sur la plupart des domaines de la gestion des déchets dangereux et non dangereux ainsi que les déchets médicaux. RAD est ainsi présente sur les métiers de collecte ou de gestion de déchets sur site, de valorisation, de gestion et de réhabilitation de sites d'enfouissement, de déconstruction et de dépollution de sites...

Composée d'environ 500 collaborateurs qualifiés, engagée dans un processus de certifications (ISO 14001 et ISO 9001) et déjà certifiée OHSAS 18001, Rent-A-Drum est animée par un management expérimenté et porté par des valeurs environnementales fortes.

Avec une stratégie de croissance tournée vers l'économie circulaire et des métiers de valorisation qui représentent déjà le quart de son chiffre d'affaires, la Société s'appuie sur des outils logistiques récents et 7 implantations en Namibie, dont une unité de fabrication de combustible solide de récupération (CSR) et 2 unités de valorisation de matériaux aussi divers que les canettes en aluminium, les emballages carton, les bouteilles plastiques ou encore les aérosols... que RAD dirige vers l'Afrique du Sud pour y être transformés en matières nouvelles.

La Société se développe également sur les marchés de déchets dangereux, notamment auprès d'une clientèle industrielle du secteur minier qui représente près de 40 % de son chiffre d'affaires.

Avec l'Afrique du Sud et le Mozambique, cette acquisition complète les implantations de Séché Environnement en Afrique australe, auprès de clientèles industrielles cœur de cible pour le Groupe et au sein de régions attractives à fort potentiel économique et se dotant de réglementations environnementales exigeantes.

2.1.2 SUCCÈS COMMERCIAL MAJEUR : LE CONTRAT DE DÉPOLLUTION DE LAS SALINAS AU CHILI

À la suite d'un appel d'offre international, Las Salinas, filiale de Empresas Copec, a choisi Séché Environnement pour la dépollution d'une zone de 7 hectares au cœur de la ville balnéaire de Viña del Mar, à proximité de Valparaiso au Chili.

Séché Environnement sera chargé de ce chantier qui devrait durer environ 3 ans et constituera la dernière étape de remédiation du terrain.

Le site présente des pollutions des sols aux hydrocarbures situées majoritairement entre 5 et 8 mètres de profondeur, liées au passé industriel de la zone et en particulier à la présence d'activités pétrolières antérieures.

Séché Environnement déploiera son expertise en matière de dépollution, en mettant en place un plan de gestion environnementale complet qui comprendra notamment l'excavation, l'analyse et le traitement des sols impactés. Ce projet répond aux normes environnementales les plus strictes et s'inscrit dans une logique d'économie circulaire, visant à traiter puis réutiliser sur site l'ensemble des terres régénérées.

Ce projet de grande envergure constitue une importante opération de dépollution qui débutera dès le second semestre 2024.

Implanté au Chili depuis 2017, le Groupe confirme ici son expertise internationale dans le domaine des services de dépollution et remédiation.

2.1.3 UN PREMIER SEMESTRE 2024 PÉNALISÉ PAR DES FACTEURS EXOGENES OU PONCTUELS

Intégration des nouveaux périmètres - Solidité des marchés hors "Énergie" et "Spots"

Le 1^{er} semestre 2024 confirme la solidité des principaux marchés de Séché Environnement, hors impacts des prix de l'énergie et de l'évolution ponctuellement défavorable des marchés "spots" d'urgence environnementale.

Le Groupe a poursuivi l'intégration des périmètres acquis en 2023 : Séché Assainissement Rhône-Isère ("SARI 38" en France), Furia (Italie), Essac (Pérou) et Rent-A-Drum (Namibie). L'effet de périmètre s'établit à + 37,6 millions d'euros sur le chiffre d'affaires contributif de la période.

¹ Cf. Communiqué de presse du 11 septembre 2023

La période a été caractérisée par des facteurs exogènes qui ont obéré la croissance et la rentabilité opérationnelle des périmètres France et International :

- Effet "Énergie" : le périmètre France a subi la baisse de l'ordre de 33% des prix de vente de l'énergie, électricité et vapeur¹ confondues, au regard des prix pratiqués au 1^{er} semestre 2023. Cet effet a impacté le chiffre d'affaires des activités de valorisation énergétique à hauteur de (7,3) millions d'euros, dont (9,2) millions d'euros au titre du seul effet-prix ;
- Effet "Spots" : la période a connu un recul sensible de l'accidentologie industrielle et environnementale en France comme à l'International (particulièrement au Pérou et en Afrique du Sud) qui a conduit à des décalages de prises de chantiers et à un retrait significatif de la contribution des chantiers d'urgence environnementale au regard de son haut niveau du 1^{er} trimestre 2023. L'impact totalise (17,9) millions d'euros sur le chiffre d'affaires contributif.

Par ailleurs, une maintenance anticipée a été réalisée sur l'incinérateur de Salaise (France) au 1^{er} trimestre, pénalisant le chiffre d'affaires contributif à hauteur de (3,8) millions d'euros.

Ces trois effets ont un impact cumulé estimé à (16,2) millions d'euros sur l'EBE.

L'effet de change est limité à (1,7) millions d'euros, et résulte principalement de la dégradation du taux de change du Rand sud-africain (ZAR), et dans une moindre mesure, du Peso chilien (CLP).

Au 30 juin 2024, le **chiffre d'affaires contributif**² ressort à 505,1 millions d'euros, marquant une progression de + 2,8 %.

À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires contributif atteint 467,5 millions d'euros et s'inscrit en recul de 4,6 % par rapport au 30 juin 2023. Hors activités "Energie", "Spots" et impact ponctuel de Salaise, la croissance organique serait de l'ordre de + 2 % :

En France, le chiffre d'affaires contributif s'établit à 354,1 millions d'euros, soit à - 3,2 % (données publiées). L'effet de périmètre s'établit à + 0,6 million d'euros lié à l'intégration de SARI 38. À périmètre constant, l'évolution de l'activité ressort à - 3,4 %.

Le périmètre France a été pénalisé par la baisse des prix de vente de l'énergie (électricité et vapeur), par la moindre contribution des chantiers d'urgence environnementale et par une maintenance anticipée sur l'incinérateur de Salaise. Hormis ces activités et l'impact de Salaise, la croissance ressortirait de l'ordre de + 3 % illustrant la résilience des marchés de gestion de déchets, soutenus par la mise en oeuvre des réglementations liées à l'économie circulaire et par les besoins croissants des clientèles en matière de services liés à la transition écologique et au développement durable.

¹ Dont les contrats de vente sont indexés sur le prix du gaz.

² Cf. "Définitions" page 6 du présent document.

À l'international, le chiffre d'affaires atteint 151,0 millions d'euros marquant une hausse de + 20,1 % par rapport au 30 juin 2023. Cette progression intègre un effet de périmètre de + 37,0 millions d'euros, lié à l'intégration de Furia (Italie), Essac (Pérou) et Rent-A-Drum (Namibie). À périmètre et change constants, l'évolution du chiffre d'affaires ressort à - 8,1 % par rapport à la même période de 2023.

La performance commerciale de l'International a été obérée par le recul des activités "spots" d'urgence environnementale (en retrait de - 8,1 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2023). Hormis ces activités, l'évolution de l'activité à l'International affiche un recul de l'ordre de - 2 % à change constant, reflétant des situations différenciées selon les filiales.

Résultats opérationnels stables, hors effets exogènes ou ponctuels

Les résultats opérationnels du 1^{er} semestre 2024 comptabilisent les impacts de la baisse des prix de l'énergie nette de la taxe sur la rente infra-marginale des producteurs d'électricité instituée par la Loi de finances rectificative pour 2023 et de la moindre contribution nette des charges variables, des métiers d'urgence environnementale, et dans une moindre mesure de l'arrêt de maintenance anticipé à Salaise (nette des charges variables) :

- **L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** s'établit à 88,3 millions d'euros au 30 juin 2024, soit 17,5 % du chiffre d'affaires contributif. Il affiche un recul de - 13,3 % en données publiées.

L'effet de périmètre s'affiche à + 2,4 millions d'euros et l'effet de change est limité à - 0,2 million d'euros.

À périmètre et change constants, l'évolution de l'EBE ressort de - 15,5 %. Il enregistre à hauteur de (16,2) millions d'euros les impacts cumulés des effets nets "Energie", "Spots" et "Salaise".

Ainsi, en neutralisant ces impacts, l'EBE à périmètre et change constants aurait été stable par rapport au 30 juin 2023, à 102,1 millions d'euros (vs. 101,9 millions d'euros).

- **En France**, l'EBE atteint 71,2 millions d'euros, soit 20,1 % du chiffre d'affaires contributif (données publiées).

L'effet de périmètre de (0,1) million d'euros.

À périmètre constant, l'EBE s'établit à 71,3 millions d'euros et comptabilise les impacts nets "Energie", "Spots" et "Salaise" pour (11,2) millions d'euros. Hormis ces impacts, l'EBE aurait été stable à 82,5 millions d'euros (vs. 81,4 millions d'euros un an plus tôt).

- **À l'international**, l'EBE s'affiche à 17,1 millions d'euros soit 11,3 % du chiffre d'affaires.

L'effet de périmètre s'établit à + 2,5 millions d'euros et l'effet de change est limité à (0,2) million d'euros.

À périmètre et change constants, l'EBE atteint 14,6 millions d'euros soit 12,8% du chiffre d'affaires. Hormis l'effet "Spots" de (5,0) millions d'euros (net des charges variables), l'EBE se serait établi à un niveau proche de celui du 30 juin 2023, soit 19,6 millions d'euros vs. 20,5 millions d'euros.

- Le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** évolue en ligne avec l'EBE et totalise 29,6 millions d'euros au 30 juin 2024, soit 5,9 % du chiffre d'affaires contributif. Il enregistre un effet de périmètre de +0,7 million d'euros. L'effet de change est négligeable. À périmètre et change constants, il s'établit à 28,9 millions d'euros soit 6,2 % du chiffre d'affaires contributif.

- **En France**, le ROC atteint 25,6 millions d'euros soit 7,2 % du chiffre d'affaires contributif en données publiées et 25,8 millions d'euros soit 7,3 % à périmètre constant. Cette évolution retrace l'évolution de l'EBE en France sur la période et reflète la bonne maîtrise des dotations aux amortissements résultant d'une politique d'investissements optimisée.

- **À l'international**, le ROC s'établit à 4,0 millions d'euros soit 2,7 % du chiffre d'affaires en données publiées. L'effet de périmètre s'établit à 0,9 million d'euros. L'effet de change est négligeable. À périmètre et change constants, il s'établit à 3,1 millions d'euros soit 2,7 % du chiffre d'affaires. Cette évolution retrace l'évolution de l'EBE International sur la période, majorée d'une légère progression des dotations aux amortissements en lien avec le dynamisme des activités de Gestion de la Dangerosité en Amérique Latine.

- Le **Résultat opérationnel** s'établit à 28,2 millions d'euros soit 5,6 % du chiffre d'affaires contributif. Il comptabilise notamment des charges liées à l'acquisition d'ECO à hauteur de 1,0 million d'euros.

Évolution du Résultat net part du Groupe

Le **Résultat financier** s'établit à (14,4) millions d'euros vs. (11,4) millions d'euros au 30 juin 2023.

Cette évolution retrace essentiellement la hausse du coût de l'endettement brut (+ 4,4 millions d'euros) résultant de la hausse de la dette financière brute moyenne sur la période alors que le coût moyen de la dette financière brute passe de 4,14 % au 1^{er} semestre 2023 à 4,17 % au 1^{er} semestre 2024.

Après prise en compte :

- De la charge d'**impôt sur les résultats**, soit (4,7) millions d'euros vs. (9,0) millions d'euros il y a un an, faisant ressortir un taux d'impôt de 33,8 % vs. 26,3 % au 1^{er} semestre 2023 en l'absence de reconnaissance d'impôts différés sur les pertes de certaines filiales à l'International ;

- De la **quote-part dans les résultats des entreprises associées**, soit (0,5) million d'euros vs. (1,2) million d'euros il y a un an, représentant la contribution des participations Sogad et Solena Valorisation ;
- Du **résultat des participations ne donnant pas le contrôle** (essentiellement liés aux participations en Afrique du Sud et Solena), soit (0,7) million d'euros vs. (1,0) million d'euros il y a un an.

Le **Résultat net part du Groupe** s'établit à 8,0 millions d'euros soit 1,6 % du chiffre d'affaires contributif.

En conséquence, le **Résultat net par action** s'établit 1,02 euro vs. 2,94 euros au 30 juin 2023.

Forte génération de trésorerie et maintien de la flexibilité financière

Au cours du 1^{er} semestre 2024, Séché Environnement confirme la bonne maîtrise de ses flux et en particulier de son BFR et des ses investissements industriels. Malgré le recul de l'EBE, le Groupe génère une forte trésorerie disponible et maintient sa flexibilité financière au niveau de son objectif de moyen terme.

Sur la période, la génération de **cash flow opérationnel disponible**¹ progresse de + 46,1 %, à 67,5 millions d'euros (vs. 46,2 millions d'euros au 30 juin 2024) grâce à, notamment :

- Une forte amélioration de la **variation de besoin en fonds de roulement (BFR)** qui passe de (5,8) millions d'euros il y a un an à + 34,7 millions d'euros au 30 juin 2024, soit une amélioration de + 40,5 millions d'euros sous l'effet entre autres de la réduction des comptes "Clients et Autres actifs courants", en lien avec les mesures de gestion prises au sein des filiales récemment acquises ;
- Des **investissements industriels décaissés nets** à 9,4 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 8,6 % au 30 juin 2023), les investissements récurrents - hors GER - s'établissant pour leur part à 24,4 millions d'euros soit 4,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 21,8 millions d'euros au 30 juin 2023 soit 4,4 % du chiffre d'affaires contributif).

Le **taux de conversion de l'EBE en cash s'établit ainsi** à 76 %, niveau très sensiblement supérieur aux objectifs du Groupe (« supérieur ou égal à 35 % de l'EBE »).

La **situation de liquidité** est renforcée à 361,0 millions d'euros vs. 332,2 millions d'euros au 31 décembre 2023, avec notamment une **trésorerie active**² de 171,0 millions d'euros vs. 162,2 millions d'euros au 31 décembre 2023.

L'**endettement financier net** se réduit à 616,9 millions d'euros vs. 641,9 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La flexibilité financière est préservée avec un **levier financier** ressort à 3,0 fois l'EBE en ligne avec les objectifs de moyen terme du Groupe et proche du levier de 2,9 fois l'EBE affiché au 31 décembre 2023.

¹ Cf. "Définitions" page 6 du présent document.

² Hors concours bancaires courants

2.2 COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2024

Au 30 juin 2024, Sécché Environnement publie un chiffre d'affaires consolidé de 540,4 millions d'euros, vs. 530,1 millions d'euros au 30 juin 2023.

Le chiffre d'affaires consolidé publié intègre un chiffre d'affaires non contributif à hauteur de 35,3 millions d'euros (vs. 38,5 millions d'euros au 30 juin 2023) qui se répartit de la manière suivante :

En millions d'euros	30/06/2023	30/06/2024
Investissements « IFRIC 12 » ¹	9,0	4,0
TGAP ²	29,5	31,3
CA non contributif	38,5	35,3

Net du chiffre d'affaires non contributif, le **chiffre d'affaires contributif** s'établit à 505,1 millions d'euros, vs. 491,6 millions d'euros au 30 juin 2023, marquant une hausse de + 2,8 % à change courant et de + 3,1 % à change constant sur la période.

Il comptabilise un **effet de périmètre** de 37,6 millions d'euros qui se décompose comme suit :

- SARI 38 (France), intégrée à compter du 1^{er} juillet 2023 : 0,6 million d'euros ;

- Furia (Italie), intégrée à compter du 1^{er} octobre 2023 : 32,4 millions d'euros ;
- Essac (Pérou), intégrée à compter de 1^{er} octobre 2023 : 2,2 millions d'euros ;
- Rent-A-Drum (Namibie), intégrée à compter du 1^{er} janvier 2024 : 2,4 millions d'euros.

Détail de l'effet de périmètre par activité et par filière

En millions d'euros	Services	Économie circulaire	Dangerosité	Total
Déchets dangereux	20,1	6,8	-	26,9
Déchets non dangereux	10,7	-	-	10,7
Total	30,8	6,8	-	37,6

La période enregistre un **effet de change négatif** de (1,7) million d'euros, principalement lié à la dégradation de la parité du rand sud-africain (ZAR) et, dans une moindre mesure du peso chilien (CLP) sur la période. Pour rappel, l'effet de change était négatif de (7,9) millions d'euros au 30 juin 2023, essentiellement en raison de la sensible dégradation de la parité du ZAR contre euro.

À périmètre constant, le chiffre d'affaires contributif s'établit à 467,5 millions d'euros au 30 juin 2024, marquant un recul de - 4,9 % à change courant, et de - 4,6 % à change constant.

Analyse du chiffre d'affaires contributif par zone géographique

	30/06/2023		30/06/2024		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Filiales en France	365,9	74,4 %	354,1	70,1 %	- 3,2 %
<i>dont effet de périmètre</i>		-	0,6	-	
Filiales à l'international	125,7	25,6 %	151,0	29,9 %	+ 20,1 %
<i>dont effet de périmètre</i>		-	37,0		
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF	491,6	100,0 %	505,1	100,0%	+ 2,8 %

Données consolidées à change courant. À change constant, le chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2023 ressortirait à 489,9 millions d'euros, extériorisant un effet de change négatif de (1,7) million d'euros sur la période.

Au cours du 1^{er} semestre 2024, Sécché Environnement a poursuivi sa croissance sur la plupart de ses périmètres et de ses activités. Elle a toutefois été pénalisée en France, par le recul sensible des prix de vente de l'énergie, vapeur comme

électricité, et en France comme à l'International, par la moindre contribution des activités « spots » d'urgence environnementale au regard de leur haut niveau du début d'exercice 2023.

¹ Cf. Définitions page 6 du présent document. Ces investissements représentaient essentiellement les investissements réalisés sur l'incinérateur Mo'Uve de Montauban.

² Cf. Définitions page 6 du présent document.

Après un 1^{er} trimestre fortement impacté, le 2^e trimestre 2024 fait apparaître une croissance organique mieux orientée sur la plupart des périmètres. Au total, sur le 1^{er} semestre :

- **En France**, le chiffre d'affaires contributif s'affiche à 354,1 millions d'euros vs 365,8 millions d'euros au 30 juin 2023, en retrait de - 3,2 % en données publiées. Cette évolution intègre un effet de périmètre de 0,6 million d'euros lié à la consolidation de Séché Assainissement Rhône-Isère (SARI 38) – cf. supra-

À périmètre constant, l'activité ressort en recul de - 3,6 %. La croissance organique en France a été pénalisée au sein des activités d'Économie circulaire par la baisse sensible – de l'ordre du tiers en moyenne (vapeur et électricité confondues) – des prix de vente de l'énergie et au sein de ses activités de Services, par la moindre contribution des métiers d'urgence environnementale, activité « spot » par nature, en retrait de 9,8 millions d'euros, soit plus de la moitié du chiffre d'affaires réalisé à la même période l'an passé.

Hormis ces deux activités et l'impact de la maintenance anticipée à Salaise, Séché Environnement affiche un rythme de croissance organique de l'ordre de + 2 %, confirmant la résilience des marchés avec les industriels ou les collectivités locales. Ces marchés restent en effet durablement soutenus par les réglementations relatives à la mise en œuvre de l'économie circulaire et par les impératifs de développement durable des acteurs économiques et des territoires.

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales en France représente 70,1 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 74,4 % un an plus tôt).

- **À l'international**, le chiffre d'affaires s'établit à 151,0 millions d'euros au 30 juin 2024, en progression de 20,1 % en données publiées.

Cette évolution intègre un effet de périmètre de 37,0 millions d'euros lié à l'intégration de Furiá, Essac et Rent-A-Drum.

À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires à l'international affiche un recul de - 8,1 %, particulièrement

pénalisé par la moindre contribution, au Pérou (Kanay) et en Afrique du Sud (Spill tech), par le recul des contrats d'urgence environnementale. Hormis les activités "spots", l'International affiche une activité en recul de l'ordre de - 2 % sur la période.

Par zones géographiques, les activités ont évolué de la manière suivante :

- **Europe** – hors Solarca : le chiffre d'affaires s'affiche à 40,4 millions d'euros, en recul de - 2,8 % par rapport à la même période de l'an passé. Cette évolution reflète la moindre performance de Mecomer au 1^{er} trimestre en raison de l'impact de la maintenance anticipée à Salaise. Ainsi, dès le 2^e trimestre, la croissance de la zone ressort à + 2,6 % illustrant la solidité des marchés du Groupe en Italie comme en Espagne ;
- **Afrique du Sud** : le chiffre d'affaires s'établit à 41,7 millions d'euros marquant un recul de - 13,2 % pénalisée par la moindre performance de Spill Tech (urgence environnementale) alors qu'Interwaste affiche une activité en retrait au 2^e trimestre comparé au haut niveau d'activité de la même période l'an passé, en particulier au 2^e trimestre 2023 ;
- **Amérique latine** : l'évolution du chiffre d'affaires sur la période, de - 20,6 % à 17,1 millions d'euros-, reflète la moindre contribution de Kanay (Pérou) soutenu l'an passé par les activités d'urgence environnementale, alors que le Chili affiche une croissance dynamique (+ 42,4 %) ;
- **Solarca** en Europe et dans le reste du Monde : la progression du chiffre d'affaires (+ 15,2 %) à 14,8 millions d'euros illustre le dynamisme de ses marchés de nettoyage chimique, notamment au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est.

Le chiffre d'affaires réalisé par les filiales implantées à l'international représente 29,9 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 25,6 % un an plus tôt).

Analyse du chiffre d'affaires contributif par activité

	30/06/2023		30/06/2024		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Services	233,4	47,5 %	231,1	45,7 %	- 1,0 %
<i>dont effet de périmètre</i>			30,8	-	
Économie circulaire et décarbonation	155,6	31,7 %	171,1	33,9 %	+ 10,0 %
<i>dont effet de périmètre</i>			6,8	-	
Gestion de la dangerosité	102,6	20,8 %	102,9	20,4 %	+ 0,3 %
<i>dont effet de périmètre</i>			-		
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF	491,6	100,0 %	505,1	100,0 %	+ 2,8 %

Données consolidées à change courant.

La croissance du 1^{er} semestre 2024 a été portée par les activités liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation. Les activités de Services ont été pénalisées par la moindre performance des métiers d'urgence environnementale, notamment en début de période tandis que les activités de Gestion de la Dangerosité enregistrent une baisse des volumes dans les activités de gestion de déchets ultimes en France.

Les activités de Services affichent un chiffre d'affaires de 231,1 millions d'euros au 30 juin 2024, soit un recul de - 1,0 % en données publiées.

Cette évolution intègre un effet de périmètre de 30,8 millions d'euros lié à la consolidation de SARI 38, Furia, Essac et RAD.

À périmètre et change constants, les activités de Services affichent un chiffre d'affaires de 200,3 millions d'euros, en retrait de - 13,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2023, reflétant essentiellement la contraction des activités d'urgence environnementale sur la période (- 17,9 millions d'euros). Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **En France** (CA : 133,2 millions d'euros, soit un recul de - 10,4 %) : la sensible contraction des activités d'urgence environnementale (- 9,8 millions d'euros) et dans une moindre mesure, des activités de dépollution, masquent la bonne orientation des métiers de l'« offre globale » et de la gestion des eaux industrielles ;
- **À l'international** (CA : 67,1 millions d'euros, soit un repli de - 19,1 %) : la moindre contribution des activités d'urgence environnementale en Afrique du Sud et au Pérou (- 8,1 millions d'euros) n'est pas compensée par l'évolution favorable des activités de Solarca (nettoyage chimique).

Les activités de Services environnementaux représentent 45,7 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 47,5 % un an plus tôt)

Les activités liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation totalisent un chiffre d'affaires de 171,1 millions d'euros, marquant une hausse de + 10,0 % en données publiées.

Elles comptabilisent un effet de périmètre lié à la consolidation des activités « Économie circulaire » de Furia (Italie) pour + 6,8 millions d'euros.

À périmètre et change constants, la hausse du chiffre d'affaires ressort à + 5,5 % sur la période :

- **En France**, ces activités progressent de + 3,4 % à 122,8 millions d'euros. Cette évolution positive reflète le dynamisme de ces marchés, hors les activités de valorisation énergétique affectées par la forte baisse des prix « spots » de l'électricité et du jeu des indexations des contrats de vente de vapeur. Les activités d'économie circulaire bénéficient de marchés structurellement bien orientés et soutenus sur le long terme par des réglementations incitatives et les besoins des clientèles en matière de ressources, matières ou énergie, locales et décarbonées ;
- **À l'international**, le chiffre d'affaires (41,5 millions d'euros) affiche une progression de + 12,5 % reflétant la bonne orientation des activités de valorisation matière, en particulier en Espagne, et plus ponctuellement en Amérique latine au titre des activités PCB.

Les activités liées à l'Économie circulaire et à la décarbonation représentent 33,9 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 31,7 % un an plus tôt).

Les activités liées à la Gestion de la dangerosité totalisent un chiffre d'affaires de 102,9 millions d'euros au 30 juin 2024, en hausse de + 0,3 % en données publiées et de + 0,4 % à change constant. Cette stabilité retrace :

- **En France** (CA : 97,5 millions d'euros en léger recul de - 0,9 %), la baisse des volumes, pour partie dans les métiers de gestion de déchets ultimes, alors que les prix restent favorablement orientés au sein des principaux marchés ;
- **À l'international** (CA : 5,4 millions d'euros vs. 4,1 millions d'euros il y a un an), la bonne orientation de l'Amérique latine dans les métiers de gestion de déchets ultimes.

Les activités liées à la gestion de la dangerosité représentent 20,4 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 20,8 % un an plus tôt).

Analyse du chiffre d'affaires contributif par filière

	30/06/2023		30/06/2024		Variation brute
	En M€	En %	En M€	En %	En %
Filière Déchets dangereux	323,2	65,7 %	344,7	68,2 %	+ 6,7 %
<i>dont effet de périmètre</i>	32,5	-	26,9		
Filière Déchets non dangereux	168,4	34,3 %	160,4	31,8 %	- 4,8 %
<i>dont effet de périmètre</i>	2,1	-	10,7		
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF	491,6	100,0 %	505,1	100,0 %	+ 2,8 %

Données consolidées à change courant.

Les filières affichent des performances solides avec des évolutions différenciées selon les métiers et les zones géographiques. Ainsi, la filière Déchets Dangereux a été affectée en France comme à l'International par le recul

des activités d'urgence environnementale tandis que la filière Déchets non dangereux a été pénalisée en France par

la moindre contribution des activités de valorisation énergétique :

- **La filière Déchets dangereux** réalise un chiffre d'affaires contributif de 344,7 millions d'euros, en progression de + 6,7 % par rapport au 30 juin 2023. Cette progression intègre un effet de périmètre de + 26,9 millions d'euros lié à la contribution de Furia et Essac sur la période.

À périmètre et change constants, la croissance de la filière ressort à - 0,9 %, reflétant essentiellement le recul de la contribution des activités d'urgence environnementale sur la période :

- **En France**, la filière réalise un chiffre d'affaires de 229,6 millions d'euros, en léger recul de - 1,6 % par rapport au 1^{er} semestre 2023. Sur la période, la croissance de la filière a été pénalisée par le recul des activités d'urgence environnementale (- 9,8 millions d'euros) et dans une moindre mesure, par la moindre contribution des métiers d'incinération ;
- **À l'international**, le chiffre d'affaires de la filière s'établit à 88,2 millions d'euros au 30 juin 2024, marquant une progression de + 1,1 % par rapport à la même période l'an passé, le recul des activités "spots" étant plus que compensé par la solide contribution des activités de Gestion de la Dangerosité en Amérique Latine.

La filière Déchets dangereux représente 68,2 % du chiffre d'affaires consolidé vs. 65,7 % il y a un an.

2.2.1 EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION

Au 30 juin 2024, l'**Excédent Brut d'Exploitation** (EBE) s'établit à 88,3 millions d'euros soit 17,5 % du chiffre d'affaires contributif, marquant une contraction de - 13,3 % par rapport au 30 juin 2023 (101,9 millions d'euros soit 20,7 % du chiffre d'affaires).

Cette évolution intègre un **effet de périmètre** de + 2,4 millions d'euros, lié à la consolidation de SARI 38 en France, et de Furia, Essac et Rent-A-Drum à l'International.

L'**effet de change** s'affiche à (0,2) million d'euros.

À périmètre et change constants, l'EBE s'établit à 85,9 millions d'euros, en recul de (16,0) millions d'euros soit - 15,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2023, et extériorise un taux de marge opérationnelle brute de 18,4 % du chiffre d'affaires contributif.

L'évolution de l'EBE sur la période reflète essentiellement les impacts combinés, pour (16,2) millions d'euros :

- Le recul sensible de la contribution nette des charges variables des contrats "spots" d'urgence environnementale en France et à l'International, et en France, l'impact de la maintenance anticipée sur l'incinérateur de Salaise ;
- La baisse des prix de vente de l'énergie, nette de la taxe sur la rente infra-marginale des producteurs d'électricité instituée par la Loi de Finances rectificative de 2023.

- **La filière Déchets non dangereux** affiche un chiffre d'affaires contributif de 160,4 millions d'euros, en recul de - 4,8 % par rapport au 30 juin 2023 (données publiées), incluant un effet de périmètre de 10,7 millions d'euros lié à l'intégration de SARI 38, de Rent-A-Drum et des activités DND de Furia.

À périmètre et change constants, l'évolution de la filière affiche un recul à - 11,6 % par rapport au 30 juin 2023 :

- **En France**, la filière réalise un chiffre d'affaires de 123,9 millions d'euros, en recul de - 6,5 %, principalement en raison de la contraction des activités de valorisation énergétique alors que la plupart des activités confirment leur solidité, soutenues par les réglementations liées à la mise en œuvre de l'économie circulaire ;
- **À l'international**, le chiffre d'affaires de la filière atteint 25,8 millions d'euros, affichant un recul de - 29,8 % par rapport à la même période de l'an passé essentiellement lié à des décalages de projets chez Interwaste.

La filière Déchets non dangereux représente 31,8 % du chiffre d'affaires contributif vs. 34,3 % il y a un an. Commentaires sur l'évolution des résultats consolidés au 30 juin 2024

Toutes choses égales par ailleurs, l'EBE retraité de ces impacts nets des charges variables se serait établi à 102,1 millions d'euros, affichant une quasi-stabilité par rapport à la même période de l'an passé.

L'EBE a également enregistré les effets suivants :

- Des effets commerciaux globalement positifs liés à la bonne orientation de la plupart des marchés notamment en France et notamment :
 - Des effets volumes et des effets de mix-déchets en recul de (2,5) millions d'euros, essentiellement liés en France, à la baisse des volumes dans les métiers de stockage DND et à l'International par la moindre performance de certaines filiales (cf. supra) ;
 - Des effets prix positifs pour + 13,4 millions d'euros, principalement en France, liés aux taux d'utilisation élevés des outils et aux hausses de prix dans les activités de stockage qui font plus que compenser les baisses de volumes.
- Des charges opérationnelles variables maîtrisées (en hausse de + 2,4 millions d'euros), en lien avec le plan d'économies et la politique d'efficacité industrielle ;
- Des charges fixes en hausse de + 7,6 millions d'euros, principalement en raison de la hausse de la masse salariale qui progresse sous l'effet de la volonté du Groupe d'accompagner le pouvoir d'achat certaines catégories de

salariés et également, de la comptabilisation en année pleine de la masse salariale de STEI (pour + 4,5 millions d'euros) ;

- De diverses charges, à hauteur de + 0,7 million d'euros, dont 0,2 million d'euros au titre du plafonnement des prix de ventes d'électricité instauré par la Loi de finances rectificative pour 2023 (vs. 4,9 millions d'euros il y a un an).

Analyse de l'EBE par périmètre géographique

En millions d'euros

	30/06/2023			30/06/2024		
	Consolidé	France	International	Consolidé	France	International
CA contributif	491,6	365,9	125,7	505,1	354,1	151,0
EBE	101,9	81,4	20,5	88,3	71,2	17,1
% CA contributif	20,7 %	22,3 %	16,3 %	17,5 %	20,1 %	11,3 %

Données consolidées à change courant.

Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **Sur le périmètre France**, l'EBE atteint 71,2 millions d'euros à 20,1 % du chiffre d'affaires. Il intègre un effet de périmètre de (0,1) million d'euros lié à la contribution de SARI 38.

À périmètre constant, l'EBE France s'établit 71,3 millions d'euros soit 20,2 % du chiffre d'affaires (vs. 81,4 millions d'euros, soit 22,3 % du chiffre d'affaires il y a un an).

Cette évolution de la rentabilité opérationnelle brute résulte principalement de la moindre contribution des activités d'urgence environnementale, des ventes d'énergie et de l'impact de la maintenance anticipée à Salaise pour un effet cumulé de l'ordre de (11,2) millions d'euros. Elle comptabilise également la progression des coûts fixes (charges de personnel notamment) alors que les charges variables sont maîtrisées (cf. supra).

Hors les effets ponctuels, l'EBE France ressortirait à 82,5 millions d'euros vs. 81,4 millions d'euros au 30 juin 2023.

- **Sur le périmètre international**, l'EBE s'affiche à 17,1 millions d'euros à 11,3 % du chiffre d'affaires (vs. 20,5 millions d'euros, soit 16,3 % du chiffre d'affaires un an plus tôt). Il intègre un effet de périmètre de + 2,5 millions d'euros relatif aux contributions de Furia, Essac et RAD. L'effet de change est limité à (0,2) million d'euros.

À périmètre et change constants, l'EBE s'établit à 14,6 millions d'euros, soit 12,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 20,5 millions d'euros et 16,3 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2023).

Cette évolution reflète principalement le recul de la contribution, nette des charges variables, des activités d'urgence environnementale et de la moindre contribution de Mecomer ponctuellement affecté par l'impact de la maintenance anticipée à Salaise. Ajusté de l'impact des activités "spots", l'EBE International s'afficherait à 19,7 millions d'euros, proche de l'EBE affiché au 30 juin 2023 (20,5 millions d'euros).

2.2.2 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT (ROC)

Au 30 juin 2024, le **Résultat Opérationnel Courant (ROC)** s'établit à 29,6 millions d'euros à 5,9 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 45,3 millions d'euros soit 9,2 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt).

Il intègre un effet de périmètre de + 0,7 million d'euros. L'effet de change est négligeable.

À périmètre et change constants, le ROC s'établit à 28,9 millions d'euros soit 6,2 % du chiffre d'affaires (vs. 49,1 millions d'euros soit 10,6 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2023).

Cette évolution reflète essentiellement celle de l'EBE à périmètre et change constants et la maîtrise des charges d'amortissement en lien avec la sélectivité des investissements.

Analyse du ROC par périmètre géographique

En millions d'euros

	30/06/2023			30/06/2024		
	Consolidé	France	International	Consolidé	France	International
CA contributif	491,6	365,9	125,7	505,1	354,1	151,0
ROC	45,3	35,9	9,4	29,6	25,6	4,0
% CA contributif	9,2 %	9,8 %	7,5 %	5,9 %	7,2 %	2,7 %

Données consolidées à change courant.

Par périmètre géographique, les principales évolutions sont les suivantes :

- **Sur le périmètre France**, le ROC s'établit à 25,6 millions d'euros à 7,2 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 35,9 millions d'euros, soit 9,8 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2023).

Il intègre un effet de périmètre de (0,2) millions d'euros.

À périmètre constant, le ROC s'établit à 25,8 millions d'euros soit 7,3 % du chiffre d'affaires (vs. 35,9 millions d'euros à 9,8 % du chiffre d'affaires un an plus tôt).

Cette évolution reflète principalement celles de l'EBE à périmètre constant (- 10,1 millions d'euros) et des dotations aux amortissements, stables au regard de la même période de l'an passé grâce à la sélectivité des investissements et une politique d'efficacité industrielle.

Sur le périmètre international, le ROC s'établit à 4,0 millions d'euros soit 2,7 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 9,4 millions d'euros, soit 7,5 % du chiffre d'affaires il y a un an).

Il enregistre un effet de périmètre de + 0,9 million d'euros. L'effet de change est négligeable.

À périmètre et change constants, le ROC s'établit à 3,1 millions d'euros soit 2,7 % du chiffre d'affaires au 30 juin 2024 (vs. 9,4 millions d'euros soit 7,6 % du chiffre d'affaires un an plus tôt).

Cette évolution reflète essentiellement celle de l'EBE international (- 5,9 millions d'euros) ainsi que l'évolution de dotations aux amortissements et provisions (en légère progression de + 0,4 million d'euros) liée à la bonne dynamique des activités de Gestion de la Dangerosité, en particulier du stockage de déchets ultimes au Pérou.

2.2.3 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (RO)

Le **Résultat opérationnel** s'établit à 28,2 millions d'euros soit 5,6 % du chiffre d'affaires contributif au 30 juin 2024 (vs. 45,5 millions d'euros, soit 9,3 % du chiffre d'affaires un an plus tôt).

Cette évolution reflète essentiellement l'évolution du ROC et la comptabilisation, à hauteur de 1,0 million d'euros, des charges liées à l'acquisition d'ECO.

2.2.4 RÉSULTAT FINANCIER

Au 30 juin 2024, le **Résultat financier** s'établit à (14,4) millions d'euros contre (11,4) millions d'euros un an plus tôt.

Cette évolution reflète :

- La progression du **coût de l'endettement brut** à (15,5) millions d'euros vs. (11,1) millions d'euros il y a un an, en lien avec l'évolution du coût moyen de la dette brute à

4,17 % (vs. 3,14 % au 1^{er} semestre 2023) et l'augmentation de la dette financière nette moyenne sur la période ;

- L'évolution du solde des **autres produits et charges financiers**, qui s'établit à (1,0) million d'euros, vs. (0,9) million d'euros il y a un an.

2.2.5 IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Au 30 juin 2024, la **charge d'impôts sur les résultats** s'établit à (4,7) millions d'euros vs. (9,0) millions d'euros vs. il y a un an.

Il se répartit à hauteur de :

- **Périmètre France** : (3,8) millions d'euros vs. (6,8) millions d'euros il y a un an, faisant ressortir un taux d'imposition effectif de 24,3 % (vs. 24,3 % il y a un an).
- **Périmètre International** : (0,8) millions d'euros vs. (2,1) millions d'euros il y a un an, faisant ressortir un taux d'imposition de 41,4 % vs 35,3 % un an plus tôt. Cette évolution résulte de la reconnaissance du produit d'impôt différé des résultats des filiales pour lesquelles l'activation des déficits n'est pas reconnue.

Au total, le **taux d'impôt effectif** du Groupe ressort à 33,8 % vs. 26,3 % au 30 juin 2023.

2.2.6 QUOTE-PART DANS LES RÉSULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

La quote-part dans le résultat des entreprises associées s'établit à (0,5) million d'euros vs (1,2) million d'euros au 30 juin 2023, représentant essentiellement la contribution de Solena Valorisation et de Sogad.

2.2.7 RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

Au 30 juin 2024, le **Résultat net de l'ensemble consolidé** s'établit à 8,7 millions d'euros, soit 1,7 % du chiffre d'affaires contributif vs. 24,0 millions d'euros soit 4,9 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt.

Après comptabilisation de la part des minoritaires dans ce résultat, à hauteur de 0,7 million d'euros vs. 1,0 million d'euros au 30 juin 2023), représentant notamment les minoritaires de Solarca et des filiales sud-africaines, le **Résultat net part du Groupe** s'établit à 8,0 millions d'euros, soit 1,6% du chiffre d'affaires consolidé vs. 23,0 millions d'euros, soit 4,7 % du chiffre d'affaires contributif un an plus tôt.

Le **Résultat net par action** ressort à 1,02 euros vs. 2,94 euros au 30 juin 2023.

2.3 COMMENTAIRES SUR LES FLUX DE LA TRÉSORERIE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2024

2.3.1 SYNTHÈSE DE L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

En millions d'euros	30/06/2023	30/06/2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	84,9	113,6
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(57,0)	(53,3)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(34,4)	(50,9)
Variation de trésorerie des activités poursuivies	(6,5)	9,4
Variation de trésorerie des activités abandonnées		-
VARIATION DE TRÉSORERIE	(6,5)	9,4

La variation de trésorerie est passée de (6,5) millions d'euros au 30 juin 2023 à + 9,4 millions d'euros au 30 juin 2024.

Sur la période, cette variation de + 15,9 millions d'euros retrace les évolutions conjuguées :

- De la variation des flux générés par l'activité opérationnelle : + 28,7 millions d'euros ;

- De la variation des flux liés aux opérations d'investissement : + 3,7 millions d'euros ;
- De la variation des flux liés aux opérations de financement : (16,5) millions d'euros.

2.3.2 FLUX DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du 1^{er} semestre 2024, le Groupe génère 113,6 millions d'euros de flux de trésorerie issus des activités opérationnelles (vs. 84,9 millions d'euros un an plus tôt), soit une augmentation de + 28,7 millions d'euros.

Cette progression traduit l'effet conjugué :

- De l'évolution de la **marge brute d'autofinancement avant impôts et frais financiers**, à 83,5 millions d'euros (vs. 95,2 millions d'euros un an plus tôt), soit une contraction de (11,7) millions d'euros ;

- De la forte contribution de la **variation du BFR** qui s'affiche à 34,7 millions d'euros, soit une amélioration de + 40,5 millions d'euros par rapport à la variation observée au 1^{er} semestre 2023 ;
- De l'évolution de l'**impôt décaissé net** à (4,7) millions d'euros contre (4,4) millions d'euros au 30 juin 2023, soit une variation de + 0,3 million d'euros.

2.3.3 FLUX DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

(En millions d'euros)	30/06/2023	31/12/2023	30/06/2024
Investissements industriels (hors investissements « IFRIC 12 ») nets	36,7	97,2	34,2
Investissements financiers nets	-	-	-
INVESTISSEMENTS COMPTABILISÉS NETS	36,7	97,2	34,2
Investissements industriels nets	42,2	88,7	47,3
Investissements financiers nets	14,1	0,1	8,6
Effet de périmètre – trésorerie nette	0,7	62,3	(2,7)
INVESTISSEMENTS DÉCAISSÉS NETS	57,0	151,1	53,3

Au cours du 1^{er} semestre 2024, les **investissements industriels comptabilisés** ont été maîtrisés et s'élèvent à 34,2 millions d'euros soit 6,8 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 36,7 millions d'euros sur la même période de 2023 soit 7,5 % du chiffre d'affaires contributif).

Ils recourent :

- Des **investissements récurrents** (ou "de maintenance"), dont GER, à hauteur de 23,7 millions d'euros, soit 4,7 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 25,1 millions d'euros au 30 juin 2023, soit 5,1 % du chiffre d'affaires contributif).
- Des **investissements non récurrents** (ou "de développement") pour 10,5 millions d'euros, soit 2,1 % du chiffre d'affaires contributif (vs. 11,6 millions d'euros au 30 juin 2023,

soit 2,4 % du chiffre d'affaires contributif). Ils concernent principalement des investissements de croissance dans les activités d'économie circulaire et de services.

Par activité, les investissements industriels se répartissent de la manière suivante :

- Gestion de la Dangerosité : 10,4 millions d'euros vs. 14,0 millions d'euros il y a un an – dont 7,4 millions d'euros de dépenses de 2nde catégorie « GER » vs. 6,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2023 ;

- Économie circulaire : 7,2 millions d'euros (vs. 1,0 million d'euros au 1^{er} semestre 2023) ;
- Services : 4,1 millions d'euros (vs. 6,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2023) ;
- Santé-Sécurité, Réglementaire et Moyens : 12,5 millions d'euros (vs. 10,0 millions d'euros au 1^{er} semestre 2023).

2.3.4 FLUX DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Le solde des flux de financement soit (50,9) millions d'euros au 30 juin 2024, retrace :

- Les flux des nouveaux emprunts : + 43,0 millions d'euros vs. + 51,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2023 ;
- Les flux de remboursement d'emprunts : (60,3) millions d'euros vs. (62,7) millions d'euros au 1^{er} semestre 2023 ;
- Le remboursement des dettes locatives : (16,1) millions d'euros (dont intérêts décaissés pour 2,1 millions d'euros) vs. (13,3) millions d'euros dont 1,5 million d'intérêts au 1^{er} semestre 2023 ;

- Les charges d'intérêt : (12,1) millions d'euros vs. (8,8) millions d'euros au 1^{er} semestre 2023 ;
- Les flux de dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle : (0,5) million d'euros vs. (0,8) million d'euros au 1^{er} semestre 2023 ;
- Les flux de trésorerie sans prise de contrôle : (1,4) million d'euros vs. (0,6) million d'euros au 1^{er} semestre 2023 ;
- La variation des actions propres pour (3,4) millions d'euros (vs. montant non significatif au 1^{er} semestre 2023).

La génération du **cash flow opérationnel disponible** s'analyse de la manière suivante :

En millions d'euros	30/06/2023	30/06/2024
EBE	101,9	88,3
Autres produits et charges opérationnels calculés	(1,7)	0,2
Charges de réhabilitation et d'entretien des sites et actifs concédés (dont GER)	(11,7)	(12,4)
Cash flow opérationnel récurrent	88,5	76,1
Investissements récurrents décaissés nets (hors GER)	(21,8)	(24,4)
Variation de BFR	(5,8)	34,7
Impôts décaissés	(4,4)	(4,7)
Intérêts décaissés nets (dont intérêts sur locations financières)	(10,3)	(14,2)
Cash flow opérationnel disponible	46,2	67,5
Taux de conversion cash (cash flow opérationnel disponible / EBE)	26 %	76 %

Le **cash-flow opérationnel récurrent**¹ s'inscrit en retrait par rapport à l'an passé, à 76,1 millions d'euros vs. 88,5 millions d'euros, compte tenu d'une part, de l'évolution de l'EBE sur la période, et d'autre part, de celle des charges opérationnelles calculées et des charges de réhabilitation et d'entretien des sites concédés – dont GER.

Le **cash-flow opérationnel disponible**² affiche un niveau particulièrement élevé en amélioration très sensible de + 46,1 % à 67,5 millions d'euros (vs. 46,2 millions d'euros il y a un an). Cette évolution reflète la variation particulièrement favorable du Besoin en Fonds de roulement (BFR), de + 40,5 millions d'euros par rapport au 30 juin 2023 retraçant notamment :

- La réduction des comptes Clients et Autres actifs courants, en lien avec les mesures de gestion prises au sein des filiales récemment acquises ;
- La contribution de la TGAP collectée au 1^{er} semestre et qui est reversée à l'État au 2nd semestre de chaque année ;
- L'effet d'une opération de mobilisation de créances à hauteur de 35,5 millions d'euros (net).

Le niveau de cash flow opérationnel disponible fait ressortir un **taux de conversion de l'EBE en cash** de 76 % (vs. 45 % un an plus tôt) très supérieur aux objectifs du Groupe (« supérieur ou égal à 35 % de l'EBE »).

¹ Cf. « Définitions » page 6 du présent document

² Cf. « Définitions » page 6 du présent document

2.3.5 ÉVOLUTION DE LA LIQUIDITÉ, DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET DE LA FLEXIBILITÉ

Le Groupe affiche une sensible amélioration de **situation de liquidité**, à 361,0 millions d'euros vs. 332,2 millions d'euros au 31 décembre 2023 :

- Trésorerie active : 171,0 millions d'euros (vs. 162,2 millions d'euros au 31 décembre 2023), cette évolution décrivant la génération de trésorerie sur la période (hors concours bancaires courants) – ramenés sur la période de 3,1 millions d'euros à 1,8 million d'euros ;

- Facilités de découvert : 20,0 millions d'euros (inchangé par rapport au 31 décembre 2023) ;
- Ligne syndiquée de liquidité (« RCF ») : 170,0 millions d'euros vs. 150,0 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La **dette financière nette** se répartit ainsi :

En millions d'euros	31/12/2023	30/06/2024
Dettes auprès des établissements de crédit	232,7	220,4
<i>Dont dettes sans recours</i>	21,5	20,1
Dettes obligataires	421,1	420,3
Dettes locatives	70,7	70,6
Autres dettes financières (y compris ICNE)	61,8	62,7
Dettes d'affacturage	9,2	5,5
Instruments dérivés	5,5	6,7
Concours bancaires courants	3,1	1,8
Total dettes financières (courantes et non courantes)	804,1	788,0
Trésorerie active	(162,2)	(171,0)
Endettement financier net (IFRS)	641,9	617,0
dont à moins d'un an	(24,2)	(63,5)
dont à plus d'un an	666,1	680,5

Au 30 juin 2024, 72 % de la dette financière brute, y compris les dettes locatives et après prise en compte des instruments de couverture est à taux fixe (vs. 74 % au 31 décembre 2023).

Rapporté à la dette financière nette, le taux de couverture atteint 94 % (vs. 93 % au 31 décembre 2023).

La variation de l'endettement net se détaille de la manière suivante :

En millions d'euros	31/12/2023	30/06/2024
Endettement financier net d'ouverture	587,4	641,9
Flux des activités opérationnelles	(187,3)	(113,6)
Capex industriels décaissés nets	88,7	47,3
Capex financiers décaissés nets	0,1	3,4
Dividendes versés	9,9	0,5
Intérêts décaissés nets (y compris sur dettes locatives)	23,3	14,2
Variation des prêts et créances financiers	22,1	4,7
Dette financière nette à périmètre constant (et avant effets non cash)	544,1	598,4
Variation de périmètre	62,3	4,0
Variation non cash de la dette (dont IFRS 16)	35,5	14,5
Endettement financier net de clôture	641,9	616,9

Au 30 juin 2024, l'**endettement net (IFRS)** se réduit à 616,9 millions d'euros (vs. 641,9 millions d'euros au 31 décembre 2023) marquant une amélioration de 25,0 millions d'euros sur la période.

L'entrée de périmètre (effet non cash) correspond pour 1,2 million d'euros à la dette nette de RAD et pour le solde, aux compléments de prix sur des acquisitions réalisées en 2023.

La variation non cash de la dette résulte principalement des nouveaux droits d'utilisation IFRS 16 contractés sur la période.

Le **levier financier** s'établit à 3,0 fois l'EBE en légère augmentation par rapport au 31 décembre 2023 (2,9 fois l'EBE).

2.4 COMMENTAIRES SUR LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2024

2.4.1 SYNTHÈSE DU BILAN RÉSUMÉ

En millions d'euros	31/12/2023	30/06/2024
Actifs non courants	1 032,3	1 032,7
Actifs courants (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)	391,2	389,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	162,2	171,0
Actifs destinés à la vente	-	-
Total Actif	1 585,7	1 593,5
Fonds propres (y.c. intérêts minoritaires)	346,3	344,2
Passifs non courants	730,0	748,6
Passifs courants	509,4	500,9
Passifs destinés à la vente	-	-
Total Passif	1 585,7	1 593,5

2.4.2 ÉVOLUTION DES ACTIFS NON COURANTS

Le total des actifs non courants affiche une quasi-stabilité à 1 032,7 millions d'euros au 30 juin 2024 vs. 1 032,3 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Cette stabilité sur la période retrace principalement les variations des soldes suivants :

- Immobilisations corporelles et incorporelles : (2,3) millions d'euros :
 - Goodwill : la hausse de 1,0 million d'euros à 436,2 millions d'euro reflète les effets de la 1^{ère} consolidation de Rent-A-Drum (+ 0,6 million d'euros) ainsi que des ajustements sur les prix des acquisitions réalisées en 2023 (Furia et Essac)¹ ;
 - Actifs incorporels du domaine concédé et autres immobilisations incorporelles : la baisse de (2,2) millions d'euros à 61,3 millions d'euros, est essentiellement liée à l'amortissement des actifs incorporels du domaine concédé (24,0 millions d'euros vs. 26,3 millions d'euros au 31 décembre 2023) en valeur nette ;
 - Les immobilisations corporelles : (1,1) million d'euros à 445,8 millions d'euros ;

- Les actifs financiers opérationnels non courants : + 3,7 millions d'euros à 50,4 millions d'euros.

2.4.3 ÉVOLUTION DES ACTIFS COURANTS

Les actifs courants hors trésorerie s'établissent à 389,8 millions d'euros, en légère diminution de (1,4) million d'euros par rapport au 31 décembre 2023.

Cette progression reflète essentiellement :

- L'augmentation du poste Stocks, pour + 4,3 millions d'euros ;

- La contraction du poste Clients pour (3,4) millions d'euros, résultant pour partie de la politique de réduction du BFR engagée par le Groupe ;
- La variation des autres actifs financiers courants pour (2,3) millions d'euros.

¹ Les goodwill provisoires de Furia, Essac et RAD seront définitifs au second semestre 2024.

2.4.4 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres (part du Groupe) au cours du 1^{er} semestre 2024 se décompose comme suit :

(En millions d'euros)	Groupe	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Fonds propres au 1^{er} janvier 2024	346,3	8,0	338,3
Autres éléments du résultat global	2,9	ns	2,9
Résultat – part du Groupe	8,7	0,7	8,0
Augmentation de capital	-	-	-
Dividendes versés	(9,9)	(0,5)	(9,4)
Actions propres	(3,4)	-	(3,4)
Regroupement d'entreprises	ns	ns	-
Transactions entre actionnaires	(0,4)	(0,5)	0,1
Autres variations	-	-	-
FONDS PROPRES AU 30 JUIN 2024	344,2	7,7	336,4

Les principales variations des capitaux propres part du Groupe reflètent la comptabilisation du résultat net part du Groupe diminuée des dividendes versés aux actionnaires.

Dans une moindre mesure, elles comptabilisent également la variation de la valeur des actions détenues en propre sur la période.

2.4.5 ÉVOLUTION DES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Les passifs courants et non courants se décomposent de la façon suivante :

(En millions d'euros)	31/12/2023			30/06/2024		
	Non courant	Courant	TOTAL	Non courant	Courant	TOTAL
Instruments de couverture	5,9	-	5,9	7,1	ns	7,1
Provisions	52,3	4,5	56,8	52,8	3,0	55,8
Autres passifs	12,2	364,8	377,0	14,8	389,4	404,2
Impôt exigible	-	1,1	1,1	-	0,9	0,9
Total (hors dettes financières)	70,3	370,4	440,7	74,7	393,3	468,0
Dettes financières brutes	659,7	139,0	798,7	673,9	107,5	781,4
TOTAL	730,0	509,4	1 239,4	748,6	500,8	1 249,4

Les passifs courants et non courants, hors dettes financières, s'établissent à 468,0 millions d'euros et affichent une hausse de + 27,3 millions d'euros, principalement en raison de la variation des autres passifs courants (+ 24,6 millions d'euros), dont :

- Dettes sur acquisitions d'immobilisations : en baisse de (15,8) millions d'euros, elles correspondent à des projets d'investissement pour l'essentiel en France et intègrent 4,7 millions de compléments de prix des acquisitions d'Essac et de Ciclo ;

- Dettes vis-à-vis de l'État hors IS (+ 32,0 millions d'euros en lien avec la TGAP collectée sur la période et réglée en octobre 2024) ;
- Dettes diverses : en hausse de + 9,5 millions d'euros, dont dividendes à payer aux actionnaires pour 9,4 millions d'euros.

2.4.6 PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions du Groupe Séch^é Environnement avec les parties liées sont présentées en

note 3.2.4.20 des notes aux annexes aux États financiers résumés.

2.5 FAITS RÉCENTS ET PERSPECTIVES

2.5.1 ACQUISITION D'ECO INDUSTRIAL ENVIRONMENTAL ENGINEERING.PTE

ECO : une opportunité rare d'acquérir un leader régional des marchés de déchets dangereux

Le 17 juin 2024, Séché Environnement a annoncé la signature d'un SPA¹ en vue de l'acquisition de ECO Industrial Environmental Engineering Pte Ltd (« ECO »), leader du marché des déchets industriels dangereux à Singapour.

Avec la plus large gamme de produits et de services, une clientèle fidèle d'industriels de premier plan et d'un outil industriel performant, ECO permettra à Séché d'occuper une position majeure dans une région industrielle dynamique où le Groupe était jusqu'alors peu actif.

Présent depuis 1995 sur l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur des déchets dangereux et détenant une part de marché d'environ 32 %, ECO est aujourd'hui le premier opérateur sur les marchés de la valorisation et du traitement des déchets dangereux à Singapour, loin devant ses principaux concurrents en termes de capacité installée, de volumes traités, d'offres de services et de portefeuille de clients.

Véritable centre « tout-en-un » de valorisation et de traitement des déchets industriels dangereux, ECO est implanté sur un site unique de 68 400 m², où ses installations (incinérateurs avec ou sans récupération d'énergie, station d'épuration des eaux industrielles, usine de stabilisation, etc.), toutes récentes et aux technologies complémentaires, ont une capacité annuelle totale de près de 440 Kt.

ECO dispose de toutes les autorisations nécessaires pour gérer différents types de déchets dangereux solides, gazeux et liquides – y compris les boues des stations d'épuration – provenant d'une clientèle diversifiée d'industriels de premier ordre appartenant aux secteurs cibles que sont la chimie, la pharmacie, l'énergie et les énergies renouvelables, ainsi que les semi-conducteurs.

Avec environ 300 employés, ECO est présent pour ses clients à chaque étape de la chaîne de valeur de la gestion des déchets dangereux à Singapour, en fournissant des services de collecte, de transport, de récupération et de traitement des déchets dangereux.

ECO détient également des participations dans deux coentreprises actives dans l'économie circulaire, l'une majoritaire à hauteur de 65 %², dans une société spécialisée dans la réactivation du charbon actif avec un fabricant

mondial de produits chimiques, et l'autre détenue à hauteur de 50 %³ dans la régénération des métaux précieux en partenariat avec un fabricant mondial de recyclage de métaux précieux.

En 2023, près de 80 % du chiffre d'affaires de l'entreprise a été généré par la récupération et le traitement des déchets dangereux et 10 % par le traitement des boues d'épuration des usines de recyclage des eaux de Singapour.

Pour le reste, ECO propose à ses clients plusieurs services complémentaires à forte valeur ajoutée, tels que la gestion intégrée des déchets, la dépollution (y compris les services d'urgence environnementale et le désamiantage), le négoce des sous-produits de la récupération des matériaux, la déconstruction et la décontamination, ou encore des activités de niche prometteuses comme le traitement des déchets de suie de carbone issus de la production de gaz de synthèse ou la récupération du charbon actif.

L'entreprise dispose également d'une flotte d'environ 35 véhicules pour assurer tous ses services de collecte, de transport et de dépollution.

Grâce à ses capacités techniques et à son savoir-faire reconnu, l'entreprise répond aux perspectives d'un marché singapourien des déchets dangereux caractérisé par de fortes barrières à l'entrée et porté par les secteurs de la chimie, de l'énergie et des énergies renouvelables.

En conséquence, ECO a développé de solides relations commerciales avec une clientèle industrielle diversifiée, ce qui se traduit par un taux élevé de renouvellement des contrats et génère une base de revenus solide et un niveau élevé de visibilité sur son profil de revenus.

En 2023, la Société a généré un chiffre d'affaires d'environ SGD 96 millions⁴ et un EBITDA⁵ ajusté d'environ SGD 41 millions.

Pour Séché Environnement, cette acquisition, la plus importante jamais réalisée par le Groupe, lui confère une position majeure auprès de ses clients cibles sur les marchés porteurs de l'environnement à Singapour et, plus largement, sur les marchés de la région APAC.

Cette acquisition s'inscrit pleinement dans l'ambition de Séché d'accompagner ses principaux clients industriels sur les marchés dynamiques des déchets industriels dangereux en Asie du Sud-Est.

¹ Convention d'achat d'actions

² Consolidée par intégration globale

³ Consolidée par mise en équivalence

⁴ Pour information, taux de change approximatif Euro / SGD à date = 1,45

⁵ Sur la base de l'EBITDA 2023 de l'ordre de SGD 38 millions + EBITDA des coentreprises de l'ordre de SGD 3 millions.

Relative, cette acquisition renforce les perspectives de croissance et de rentabilité du Groupe et conforte son profil financier.

Finalisée le 18 juillet 2024, l'acquisition porte sur 100 % des actions et représente un prix d'achat d'environ

SGD 608 millions, dont le financement a été assuré par tirage sur la facilité de crédit renouvelable ("RCF") à hauteur de 100 millions d'euros, et pour le solde, par une nouvelle facilité de crédit engagée auprès d'une banque. Cette dernière devrait faire l'objet d'un refinancement obligataire en fonction des conditions de marché.

2.5.2 PERSPECTIVES 2024 - 2026 REVUES EN HAUSSE

Afin de prendre en compte l'acquisition d'ECO et les synergies commerciales et industrielles qui seront déployées dans les prochaines années, Séché Environnement publie de nouveaux objectifs d'activité, de résultats opérationnels et de levier financier pour la période 2024 - 2026, qui confortent et améliorent la feuille de route présentée lors de la Journée Investisseurs du 12 décembre 2023 et réitérée lors de la présentation des résultats annuels 2023¹.

Résilience des activités et dynamique de croissance rentable confirmée

Séché Environnement se développe sur les marchés porteurs de la transition écologique et se positionne sur les métiers à fortes barrières à l'entrée de l'Économie circulaire et de la décarbonation des activités économiques. Il s'affirme également en opérateur historique spécialiste de la Gestion de la dangerosité, adressant les marchés de la protection de la santé humaine et de l'environnement.

L'offre du Groupe répond ainsi aux besoins croissants de ses clients posés pour le moyen terme par les réglementations contraignantes liées à la transition écologique comme à leurs impératifs économiques de court terme, comme l'accès à des ressources locales à prix compétitifs.

Cette dynamique de croissance de ses marchés est pérenne et confère à ses activités un haut degré de visibilité et de résilience sur le moyen terme.

Afin de faciliter la comparabilité des exercices, il est présenté ci-dessous quelques éléments financiers pro-forma du nouvel ensemble consolidé au titre de l'exercice 2023 (année pleine) :

En millions d'euros	Chiffre d'affaires	EBE	ROC
Séché	1 014	218	101
en % du chiffre d'affaires	-	21,3 %	10,0 %
ECO	66	29	20
en % du chiffre d'affaires	-	45,1 %	30,3 %
Séché + ECO (proforma)	1 080	247	121
en % du chiffre d'affaires	-	22,9 %	11,2 %

Toutefois, des éléments de volatilité peuvent apparaître à plus court terme, affectant son chiffre d'affaires ou ses résultats opérationnels.

C'est par exemple le cas des prix de vente de l'énergie, vapeur ou électricité, qui influent directement sur le chiffre d'affaires et la contribution opérationnelle des activités de valorisation énergétique ou encore, celui des activités d'urgence environnementale ou de dépollution, par nature des contrats "spots" qui dépendent de l'accidentologie industrielle et environnementale et peuvent induire des décalages d'activité significatifs, en particulier à l'occasion de la terminaison des chantiers les plus importants.

Séché Environnement considère que ces facteurs, exogènes et imprévisibles, ont un caractère temporaire et ne remettent pas en cause son profil de croissance et de rentabilité sur le moyen terme.

Intégration d'ECO : effet relatif sur les résultats opérationnels et renforcement du profil financier de Séché Environnement

Le sous-groupe ECO sera intégré au périmètre de consolidation à compter du 1^{er} juillet 2024.

En raison des caractéristiques économiques, opérationnelles et financières d'ECO, Séché Environnement anticipe que l'intégration d'ECO aura un effet relatif sur ses résultats opérationnels et renforcera son profil financier, notamment par l'accroissement de sa génération de trésorerie.

¹ Cf. Communiqués de presse des 12 décembre 2023 et 11 mars 2024

En millions d'euros	Dettes financières nettes		Trésorerie opérationnelle disponible	
Séché	642		101	
	En % de l'EBE	290%		47%
ECO	(2)		19	
	En % de l'EBE	-		66%
Séché + Eco (proforma)	N/A¹		120	
	En % de l'EBE	N/A		49%

OBJECTIFS 2024 - 2026 : PRIORITÉ À L'AMÉLIORATION DES MARGES OPÉRATIONNELLES, À LA GÉNÉRATION DE TRÉSORERIE DISPONIBLE ET À LA FLEXIBILITÉ FINANCIÈRE

Perspectives de croissance 2024 - 2026 : objectifs revus en hausse grâce à un 2nd semestre 2024 plus soutenu dans la plupart des activités et une dynamique de croissance rentable renforcée sur le moyen terme par l'intégration d'ECO.

Séché Environnement prend acte des décalages temporaires de chantiers qui ont pénalisé sa croissance et sa rentabilité au 1^{er} semestre 2024 ; toutefois, le Groupe anticipe un 2nd semestre sensiblement plus soutenu dans ces activités en France comme à l'International et au total, une contribution du 2nd semestre significativement plus importante que le 1^{er} semestre, en termes de chiffre d'affaires comme de résultats opérationnels.

Au titre du 2nd semestre 2024, Séché Environnement fait l'hypothèse d'un maintien des prix de l'énergie sur les niveaux atteints au 1^{er} semestre., ce qui devrait se traduire par une réduction progressive de l'effet de comparaison défavorable entre les prix de vente d'électricité de la période à venir avec ceux pratiqués sur les marchés de l'énergie au 2nd semestre 2023.

Par ailleurs, concernant les activités "spots" de dépollution et d'urgence environnementale, Séché Environnement constate une sensible amélioration des prises de chantiers en France comme à l'International dès ce début de 2nd semestre, dont certains sont d'ampleur exceptionnelle à l'instar du contrat emblématique de Las Salinas (cf. supra). Dès lors, le Groupe anticipe une solide contribution de ces activités "spots" dès le second semestre 2024.

Compte tenu de l'intégration d'ECO, consolidé à compter du 1^{er} juillet 2024, **Séché revoit en hausse son objectif de chiffre d'affaires**, pour viser un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 120 millions d'euros au titre de l'exercice en cours (vs. "de l'ordre de 1 100 millions d'euros"²).

A horizon 2026, Séché Environnement fait l'hypothèse d'un maintien des prix de l'énergie autour des niveaux observés au 1^{er} semestre 2024.

Concernant les activités "spots" de dépollution et d'urgence environnementale, Séché s'affirme en acteur reconnu pour son expertise dans les dépollutions les plus techniques comme pour sa capacité d'intervention en cas d'urgence environnementale. Le Groupe est confiant dans sa capacité à générer durablement des flux de contrats significatifs, indépendamment des éventuels

décalages temporaires dans leur mise en oeuvre et leur contribution opérationnelle de ces chantiers, comme cela a été constaté en ce début d'exercice 2024.

Séché confirme donc sa trajectoire de croissance organique de l'ordre de 5 % en moyenne sur les années 2025 et 2026 et, compte tenu de l'intégration d'ECO, **revoit en hausse son objectif de chiffre d'affaires contributif** pour viser un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 290 millions d'euros au titre de l'exercice 2026 (vs. "de l'ordre de 1 200 millions d'euros" avant acquisition d'ECO).

Rentabilité opérationnelle brute et courante 2024-2026 : poursuite de l'amélioration des marges opérationnelles et forte génération de trésorerie disponible pour une flexibilité financière renforcée

Au 2nd semestre 2024, le Groupe s'attachera à poursuivre la progression de ses marges opérationnelles.

- **En France**, sur son périmètre historique, le Groupe intensifiera sa politique d'efficacité industrielle et de maîtrise des coûts pour continuer de compenser les tensions inflationnistes qui perdurent au niveau de certaines de ses charges (charges salariales notamment). Concernant les périmètres récemment intégrés et plus particulièrement STEI, la dynamique de croissance observée dans les mois récents devrait se poursuivre et conforte le Groupe dans ses perspectives d'amélioration de sa contribution opérationnelle.
- **À l'International**, le démarrage de grands contrats de Services (dépollution, contrat d'offres globales...), notamment en Amérique Latine, et la confirmation du retour de certaines filiales (Solarca, Mecomer) à de bonnes conditions d'activité devraient permettre une nouvelle progression des résultats opérationnels de ce périmètre.

Compte tenu des réalisations du 1^{er} semestre 2024 et de l'intégration d'ECO, **Séché Environnement revoit en hausse son objectif d'EBE** pour viser désormais un EBE de l'ordre de 235 millions d'euros (vs. "de l'ordre de 230 millions d'euros"²), et **son objectif de ROC** pour viser un ROC de l'ordre de 110 millions d'euros au titre de l'exercice 2024 (vs. "de l'ordre de 105 millions d'euros"²).

¹ Structure de financement non finalisée à date

² Cf. Communiqué de presse du 11 mars 2024

Le Groupe s'attachera à maximiser sa **trésorerie opérationnelle disponible**¹ à travers :

- Le contrôle de ses investissements industriels : le Groupe vise un montant proche de 100 millions d'euros, soit environ 9 % du chiffre d'affaires contributif attendu pour 2024 en ligne avec ses objectifs de moyen terme.
- La maîtrise de son besoin en fonds de roulement notamment par des mesures d'amélioration du DSO ciblées en particulier sur les filiales récemment intégrées en France.

La génération de cash attendue sur le périmètre historique est donc inchangée.

Compte tenu de l'acquisition d'ECO, Séché Environnement vise un objectif de **levier financier** de 3,8 fois² l'EBE au 31 décembre 2024 (vs. 2,7x avant acquisition³).

Sur la période 2025-2026, le Groupe poursuivra la stratégie présentée lors de sa Journée Investisseurs du 12 décembre 2023 qui vise à maximiser ses marges opérationnelles à travers la mise en oeuvre d'un plan d'économies rigoureux, d'une stratégie d'efficacité industrielle visant notamment l'optimisation de la disponibilité de ses outils.

Alors que les investissements de capacité ont été réalisés par ECO dans les années récentes et que la filiale n'envisage pas de nouveaux investissements significatifs sur la période, le Groupe maintiendra sur son périmètre historique une politique d'investissements maîtrisée autour de ses niveaux actuels.

Il poursuivra également une stricte discipline financière afin de maximiser sa génération de trésorerie, notamment à travers une gestion active de son besoin en fonds de roulement, et améliorer sa flexibilité financière pour revenir vers sa cible de levier financier conformément à ses objectifs de moyen terme⁴.

Séché Environnement revoit en hausse son objectif d'EBE à horizon 2026, qui devrait être compris entre 305 et 315 millions d'euros (vs. "265 à 275 millions d'euros" avant acquisition d'ECO⁵). La rentabilité brute opérationnelle (EBE / CA contributif) ressortirait alors autour de 24 % du chiffre d'affaires contributif (vs. "compris entre 22 % à 23 %" avant intégration d'ECO⁵).

Le ROC anticipé pour 2026 est également revu en hausse et devrait être compris entre 165 et 175 millions d'euros (vs. "132 et 144 millions d'euros" avant acquisition d'ECO). La rentabilité opérationnelle courante (ROC / CA contributif) ressortirait autour de 13 % (vs. "compris entre 11 % et 12 %" avant acquisition d'ECO).

Séché Environnement vise ainsi un **levier financier** inférieur à 3x EBE fin 2026, conformément à son objectif de levier normatif sur le moyen terme.

Performance ESG et nouveaux objectifs extra-financiers de moyen terme

Séché atteint un **taux d'éligibilité de 86 % et d'alignement de 68 % à la taxonomie verte européenne** sur la base de son chiffre d'affaires au 30 juin 2024.

Cette bonne performance est une nouvelle illustration du positionnement porteur du Groupe sur les activités de la transition écologique.

Fort de ses solides performances passées⁵, Séché réaffirme son ambition de leader de la transition écologique en fixant de **nouveaux objectifs environnementaux** de moyen terme :

- **Climat et émissions GES** (scope 1 et 2, périmètre constant 2020 France et Interwaste) :
 - Réduction de 15 % de ses émissions de gaz à effet de serre en 2027, par rapport à 2020 et
 - Réduction de 17,5 % en 2028, par rapport à 2020, en ligne avec l'ambition validée par SBTi de réduire de 25 % les émissions du Groupe d'ici à 2030 ;
- **Sobriété Eau** (périmètre constant Groupe 2023) :
 - Réduction de 8 % des prélèvements Eau en 2027 par rapport à 2023, et
 - Réduction de 10 % en 2028, par rapport à 2023, en ligne un objectif de réduction de 15 % d'ici à 2030 sur la base du référentiel SBTN.

1 Trésorerie disponible avant financement des investissements de développement, des investissements financiers, des dividendes et avant le remboursement de la dette.

2 Levier financier pro forma intégrant l'EBE d'ECO sur 12 mois conformément au convenant bancaire.

3 Cf. Communiqué du 11 mars 2024.

4 Cf. Communiqué du 12 décembre 2023.

5 En 2023, Séché a diminué ses émissions de gaz à effet de serre (scope 1 et 2 France) de 11% par rapport à 2020, et ses prélèvements en eau de 6% par rapport à 2021.

2.6 ACTIONNARIAT

Répartition des actions et des droits de vote

Au 30 juin 2024	Actions	En %	Droits de vote	En %
Joël Séché	1	0,00 %	2	0,00 %
Maxime Séché	2	0,00 %	2	0,00 %
SAS Groupe Séché ⁽¹⁾	4 859 483	61,84 %	9 498 966	75,71 %
Pégase-53 ⁽²⁾	564 407	7,18 %	564 407	4,50 %
Groupe de contrôle	5 423 893	69,02 %	10 063 377	80,21 %
Actions propres ⁽³⁾	88 877	1,13 %	88 877	0,75 %
Actionariat salarié	59 453	0,76 %	93 852	0,71 %
Public	2 285 509	29,09 %	2 300 986	18,33 %
TOTAL	7 857 732	100,00 %	12 547 092	100,00 %

(1) La SAS Groupe Séché est contrôlée majoritairement par Joël Séché, et ses deux fils Guillaume Séché et Maxime Séché.

(2) La société Pegase-53 est détenue à 60 % par Groupe Séché SAS et à 40 % par la société Unexo, société d'investissement du Groupe Crédit Agricole.

(3) Les actions propres sont privées de droits de vote. Toutefois, le tableau présente ici le calcul des droits de vote tel que recommandé par l'AMF pour les déclarations de franchissement de seuils.

Le 21 juin 2024, la société DNCA Finance a informé la Société avoir franchi à la hausse le seuil de 1 % des droits de vote à la suite d'opérations de bourse réalisées le 14 juin 2024.

La Société n'a été informée d'aucun autre franchissement de seuils légaux ou statutaires entre le 1^{er} janvier 2024 et le 30 juin 2024.



COMPTES CONSOLIDÉS
SEMESTRIELS RÉSUMÉS
AU 30 JUIN 2024

3.1	Comptes consolidés semestriels résumés	28
3.2	Annexes aux comptes consolidés semestriels	33



3.1 COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

3.1.1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	31/12/2023	30/06/2024	Notes
Goodwill	435 224	436 203	3.2.4.1
Actifs incorporels du domaine concédé	26 299	23 994	3.2.4.1
Autres immobilisations incorporelles	37 203	37 273	3.2.4.1
Immobilisations corporelles	446 897	445 764	3.2.4.2
Participations dans les entreprises associées	742	556	3.2.4.3
Autres actifs financiers non courants	46 718	50 442	3.2.4.4
Instruments dérivés non courants – actif	439	434	3.2.4.8
Autres actifs non courants	28 204	27 395	3.2.4.5 & 6
Impôts différés – actif	10 584	10 647	
Actifs non courants	1 032 310	1 032 708	
Stocks	26 866	31 118	3.2.4.5
Clients et autres débiteurs	308 006	304 617	3.2.4.5
Autres actifs financiers courants	3 099	2 785	3.2.4.4
Instruments dérivés courants – actif	-	-	
Autres actifs courants	53 215	51 256	3.2.4.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie	162 215	171 031	3.2.4.7
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	
Actifs courants	553 401	560 807	
TOTAL ACTIF	1 585 710	1 593 515	
Capital	1 572	1 572	
Primes	74 061	74 061	
Réserves	214 883	252 830	
Résultat Net	47 828	7 959	
Capitaux propres Part du Groupe	338 343	336 422	
Participations ne donnant pas le contrôle	7 974	7 733	
Total Capitaux propres	346 318	344 156	3.2.4.11
Dettes financières non courantes	611 464	626 202	3.2.4.8
Dettes locatives non courantes	48 167	47 675	3.2.4.8
Instruments dérivés non courants – passif	5 926	7 067	3.2.4.8
Engagements envers le personnel	21 558	21 112	3.2.4.9
Provisions non courantes	30 681	31 718	3.2.4.9
Autres passifs non courants	7 128	7 053	3.2.4.6
Impôts différés – passif	5 111	7 751	
Passifs non courants	730 036	748 578	
Dettes financières courantes	116 297	84 437	3.2.4.8
Dettes locatives courantes	22 687	23 041	3.2.4.8
Instruments dérivés courants – passif	-	20	3.2.4.8
Provisions courantes	4 499	2 973	3.2.4.9
Fournisseurs	195 196	189 511	3.2.4.5
Autres passifs courants	169 582	199 900	3.2.4.6
Dettes d'impôt	1 096	901	
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-	
Passifs courants	509 356	500 782	
TOTAL PASSIF	1 585 710	1 593 515	

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés résumés.

3.1.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	30/06/2023	30/06/2024	Notes
Chiffre d'affaires	530 137	540 466	
Autres produits de l'activité	751	726	
Produits des activités ordinaires	530 887	541 192	3.2.4.12
Achats consommés	(73 447)	(77 349)	
Charges externes	(190 162)	(196 891)	3.2.4.13
Impôts et taxes	(42 292)	(39 978)	3.2.4.13
Charges de personnel	(123 055)	(138 644)	3.2.4.13
Excédent brut d'exploitation	101 931	88 330	
Charges de réhabilitation/entretien site de traitement et actifs concédés	(5 049)	(5 013)	
Amortissements, dépréciations et provisions	(50 928)	(52 556)	3.2.4.14
Autres éléments opérationnels	(614)	(1 186)	3.2.4.14
Résultat opérationnel courant	45 340	29 576	
Autres éléments non courants	133	(1 373)	3.2.4.15
Résultat opérationnel	45 473	28 203	
Coût de l'endettement financier net	(10 431)	(13 397)	3.2.4.16
Autres produits et charges financiers	(930)	(1 015)	3.3.4.16
Résultat financier	(11 361)	(14 412)	
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(1 207)	(475)	
Impôts sur les résultats	(8 957)	(4 656)	3.2.4.17
Résultat net	23 949	8 659	
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(976)	(700)	
Dont part du Groupe	22 973	7 959	
Résultat de base (en euros)	2,94	1,02	
Dilué par action (en euros)	2,94	1,02	

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés résumés.

3.1.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	30/06/2023	30/06/2024
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net :		
Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies ⁽¹⁾	-	1 057
Effet impôt	-	(273)
Montant net d'impôts (A)	-	784
<i>Dont part des entreprises associées</i>	-	-
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net :		
Variation d'investissement net ⁽²⁾	(8 710)	2 717
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(82)	(5)
Effet impôt sur les éléments ci-dessus	(77)	(2)
Réserves de conversion ⁽³⁾	2 065	(612)
Montant net d'impôts (B)	(6 804)	2 098
<i>Dont part des entreprises associées</i>	-	-
TOTAL AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	(6 804)	2 881
Résultat net	23 949	8 659
RESULTAT GLOBAL TOTAL	17 144	11 540
<i>Dont part Groupe</i>	16 170	10 818
<i>Dont part des participations ne donnant pas le contrôle</i>	974	722

(1) Au 30 juin 2024 impact de l'évolution du taux d'actualisation à 3,60 % (cf. Note 3.2.1.3).

(2) Au 30 juin 2024, l'appréciation du taux de change sud-africain impacte la ligne pour 3 millions d'euros. Au 30 juin 2023, la dépréciation du taux de change sud-africain impactait la ligne pour -8,8 millions d'euros (cf. Note 3.2.4.11 c).

(3) Au 30 juin 2023, l'impact était consécutif à la dépréciation du taux de change sud-africain, et dans une moindre mesure à l'appréciation du sol péruvien et du peso chilien, compte tenu des situations nettes respectives de chaque filiale.

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés résumés.

3.1.4 ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Actions propres	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves de juste valeur	Part Groupe	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 31 décembre 2022	1 572	74 061	(3 383)	252 604	(15 275)	531	310 102	7 286	317 388
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	(6 744)	(58)	(6 802)	(2)	(6 804)
Résultat net	-	-	-	22 973	-	-	22 973	976	23 949
Résultat global total	-	-	-	22 973	(6 744)	(58)	16 170	974	17 144
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	(8 644)	-	-	(8 644)	(806)	(9 449)
Actions propres	-	-	13	-	-	-	13	-	13
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transactions entre actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	166	-	-	166	(164)	2
Au 30 juin 2023	1 572	74 061	(3 370)	267 099	(22 019)	473	317 807	7 291	325 098
Au 31 décembre 2023	1 572	74 061	(3 515)	290 287	(24 352)	300	338 343	7 974	346 318
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾	-	-	-	784	2 078	(3)	2 859	23	2 881
Résultat net	-	-	-	7 959	-	-	7 959	700	8 659
Résultat global total	-	-	-	8 743	2 078	(3)	10 818	722	11 540
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	(9 429)	-	-	(9 429)	(516)	(9 946)
Actions propres	-	-	(3 395)	-	-	-	(3 395)	-	(3 395)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	8	8
Transactions entre actionnaires ⁽²⁾	-	-	-	84	-	-	84	(454)	(370)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2024	1 572	74 061	(6 910)	289 685	(22 274)	296	336 422	7 733	344 156

(1) Cf. Note 3.1.3.

(2) Impact des acquisitions complémentaires sans prise de contrôle des filiales sud-africaines Interwaste On-site et Platinum Waste Resources (Cf. Note 3.2.2.1).

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés résumés.

3.1.5 ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	30/06/2023	30/06/2024	Notes
Résultat net	23 949	8 659	
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	1 207	475	
Dividendes des coentreprises et entreprises associées	-	-	
Amortissements, dépréciations et provisions	50 056	52 922	
Résultats de cessions	(1 078)	(396)	
Impôts différés	(818)	1 774	
Autres produits et charges calculés	1 445	2 186	3.2.4.18
Marge brute d'autofinancement	74 761	65 620	
Impôt sur les sociétés	9 774	2 883	3.2.4.17
Coût de l'endettement financier brut, net des placements long terme	10 639	15 044	
Marge brute d'autofinancement avant impôts et frais financiers	95 174	83 547	
Variation du besoin en fonds de roulement	(5 831)	34 719	3.2.4.5
Impôts décaissés	(4 420)	(4 679)	
Flux nets de trésorerie issus des activités opérationnelles	84 923	113 587	
Investissements corporels et incorporels	(43 344)	(50 039)	
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 063	2 699	
Augmentation des prêts et créances financières	(15 648)	(5 223)	3.2.4.18
Diminution des prêts et créances financières	1 549	534	
Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(670)	(1 100)	3.2.4.18
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(199)	
Flux nets de trésorerie issus des opérations d'investissement	(57 049)	(53 329)	
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(0)	0	
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(806)	(501)	
Augmentation ou diminution de capital de la société mère	-	-	
Trésorerie et équivalents de trésorerie sans perte/prise de contrôle	(565)	(1 441)	
Variation des actions propres	13	(3 411)	
Nouveaux emprunts et dettes financières	51 805	42 964	3.2.4.8
Remboursements d'emprunts et de dettes financières	(62 689)	(60 277)	3.2.4.8
Intérêts décaissés	(8 830)	(12 138)	3.2.4.8
Remboursements des dettes de location et charges financières associées	(13 315)	(16 086)	3.2.4.8
Flux nets de trésorerie issus des opérations de financement	(34 387)	(50 890)	
Total des flux de la période des activités poursuivies	(6 513)	9 368	
Flux de la période des activités abandonnées	-	-	
TOTAL DES FLUX DE LA PERIODE	(6 513)	9 368	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	123 451	159 118	
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	115 225	169 213	
Incidence des variations de cours des devises	1 713	(727)	
(1) dont :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie active	116 343	171 031	
Concours bancaires courants (dettes financières courantes)	(1 117)	(1 818)	

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés résumés.

3.2 ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

SOMMAIRE

3.2.1	Principes et méthodes comptables	34
3.2.1.1	Base de préparation et de présentation des comptes consolidés résumés	34
3.2.1.2	Base d'évaluation	35
3.2.1.3	Recours aux estimations	35
3.2.1.4	Changement de méthode et d'estimation comptable	36
3.2.1.5	Comparabilité des comptes	36
3.2.2	Principaux mouvements de périmètre et autres faits marquants	37
3.2.2.1	Principaux mouvements de périmètre	37
3.2.2.2	Autres faits marquants de la période	37
3.2.3	Périmètre de consolidation	38
3.2.4	Notes annexes aux comptes consolidés résumés	40
3.2.4.1	Immobilisations incorporelles	40
3.2.4.2	Immobilisations corporelles	42
3.2.4.3	Participations dans les entreprises associées	43
3.2.4.4	Autres actifs financiers non courants et courants	43
3.2.4.5	Éléments du besoin en fonds de roulement	44
3.2.4.6	Autres actifs et passifs	45
3.2.4.7	Trésorerie nette	46
3.2.4.8	Financement et gestion des risques financiers	46
3.2.4.9	Provisions courantes et non courantes	48
3.2.4.10	Engagements hors bilan	49
3.2.4.11	Capitaux propres	49
3.2.4.12	Produits des activités ordinaires	50
3.2.4.13	Excédent brut d'exploitation	51
3.2.4.14	Résultat opérationnel courant	52
3.2.4.15	Résultat opérationnel	53
3.2.4.16	Résultat financier	53
3.2.4.17	Impôts	54
3.2.4.18	Notes complémentaires à l'état des flux de trésorerie consolidés	54
3.2.4.19	Litiges et passifs éventuels	55
3.2.4.20	Transactions avec des parties liées	55
3.2.4.21	Événements postérieurs à la clôture	55

3.2.1 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.2.1.1 Base de préparation et de présentation des comptes consolidés résumés

Les principes comptables retenus au 30 juin 2024 sont conformes à ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2023, à l'exception des normes et/ou amendements adoptés par l'Union européenne, applicables de façon obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2024 (disponible sur le site : http://ec.europa.eu/finance/companyreporting/ifrs-financial-statements/index_fr.htm).

Les comptes consolidés résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 4 septembre 2024.

Les comptes consolidés résumés du Groupe Séch^é Environnement portant sur la période intermédiaire au 30 juin 2024 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes et informations présentant un caractère significatif, ou permettant de comprendre les évolutions de l'activité et de la situation financière du Groupe au cours de la période.

Les comptes consolidés résumés de la situation intermédiaire clos le 30 juin 2024 doivent donc être lus en complément des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils figurent dans le Rapport Annuel – Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 13 mars 2024 (« Document d'enregistrement universel 2023 », pages 125 et suivantes).

Les comptes consolidés résumés sont présentés en milliers d'euros sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas de figure, conduire à des écarts non matériels au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

a. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1^{er} janvier 2024

Les amendements de normes IFRS suivants, publiés par l'IASB applicables à partir du 1^{er} janvier 2024 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2024 :

- Amendements à IAS 1 : Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants.
- Amendements à IAS 1 : Dettes non courantes avec covenants.
- Amendements à IFRS 16 : Passif de location dans le cadre d'une cession-bail.
- Amendements à IAS 7 et IFRS 7 : Accords de financement de fournisseurs.
- Interprétation sur les engagements liés au climat (IAS 37).

b. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30 juin 2024

Textes	Date entrée en vigueur	Thème
Amendements à IAS 21	1 ^{er} janvier 2025	Absence de possibilité d'échange
Amendements IFRS 7 et IFRS 9	1 ^{er} janvier 2026	Classement et évaluation des instruments financiers
IFRS 18	1 ^{er} janvier 2027	Présentation et informations à fournir dans les états financiers
IFRS 19	1 ^{er} janvier 2027	Filiales sans responsabilité publique : informations à fournir

L'évaluation des impacts de l'application de ces amendements et améliorations est à l'étude. Cependant ceux-ci ne présentent pas de dispositions contraires aux pratiques comptables actuelles du Groupe.

3.2.1.2 Base d'évaluation

Les comptes consolidés résumés de la situation intermédiaire clos le 30 juin 2024 sont présentés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à la juste valeur : instruments dérivés, actifs et passifs

financiers à la juste valeur par le résultat et ceux à la juste valeur par les autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net.

3.2.1.3 Recours aux estimations

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite, de la part de la direction, l'exercice d'un jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs, considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources.

Ces estimations et hypothèses concernent essentiellement la valorisation des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, la détermination du montant des provisions, des engagements de retraite, et des dépréciations des créances clients, et la charge d'impôt (y compris impôts différés).

Ces hypothèses, estimations ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou de situations existant à la date d'établissement des comptes, et sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique ci-après. Elles peuvent se révéler, ultérieurement, différentes de la réalité.

- L'évaluation de la valeur recouvrable des goodwill et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie :

Au-delà des tests de perte de valeur annuels relatifs aux goodwill et aux immobilisations incorporelles non amortissables, il est procédé à des tests ponctuels en cas d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles. Les pertes de valeur éventuelles résultent de la comparaison entre la valeur comptable de l'actif concerné et sa valeur recouvrable.

Au cours du 1^{er} semestre, le Groupe a conclu à l'absence d'indice de perte de valeur sur l'ensemble des unités génératrices de trésorerie (UGT). Concernant le projet CICLO au Chili, le Conseil des ministres a validé le 18 avril 2024 l'appel déposé au cours du 1^{er} semestre 2023 qui faisait suite au rejet de la demande auprès d'un des organismes publics. Les flux de trésorerie demeurent basés sur l'hypothèse de l'obtention de cette autorisation à l'issue de l'ensemble des recours légaux.

- L'évaluation des engagements de retraite :

Il n'a pas été effectué de nouveau calcul actuariel complet à la clôture des états financiers résumés. Cependant, compte tenu de l'évolution du taux d'actualisation au cours du 1^{er} semestre 2024, l'évaluation des engagements de retraite, sur la base des données au 31 décembre 2023, a été mise à jour en retenant un taux d'actualisation à 3,60 %. L'impact a été comptabilisé en « Autres éléments du résultat global » pour un montant brut de 1,1 million d'euros (cf. Notes 3.1.3 et 3.2.4.9).

La charge comptabilisée au 1^{er} semestre 2024 au titre des engagements de retraite correspond à la moitié de la charge annuelle estimée au titre de l'exercice 2024 sur la base des données actuarielles au 31 décembre 2023.

- L'évaluation des effets des changements climatiques :

Tel que décrit au chapitre 1.4.3 « Atténuation du réchauffement climatique » du Rapport Annuel – Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 13 mars 2024, le Groupe a anticipé son plan d'adaptation et est en marche pour respecter les objectifs 2025 en terme d'empreinte carbone (scope 1 et 2). Le Groupe n'a pas identifié d'impact matériel actuel et à venir sur la valeur de ses actifs corporels remettant en cause notamment leur durée d'utilisation, ni sur les tests de dépréciation de ses actifs incorporels et goodwill.

- L'évaluation des congés payés :

Suite à la publication de la loi DDADUE n° 2024-364 qui définit les modalités d'acquisition des congés payés pendant les arrêts de travail, le Groupe n'a pas remis en cause l'appréciation retenue dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2023 (cf. Note 3.2.4.9).

- L'évaluation de la charge d'impôt :

La charge d'impôt du 1^{er} semestre est évaluée en appliquant au résultat avant impôt le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice 2024 par pays (y compris impôts différés) ajusté des éventuels éléments inhabituels de la période.

Le Groupe n'a pas identifié de faits ni de circonstances qui viendraient remettre en cause la recouvrabilité de ses impôts différés actifs.

- Impact des crises et du contexte géopolitique :

Le Groupe ne subit aucun impact direct sur ses activités.

3.2.1.4 Changement de méthode et d'estimation comptable

Aucun changement n'est intervenu au cours du 1^{er} semestre 2024.

3.2.1.5 Comparabilité des comptes

Les acquisitions, réalisées au cours du 2nd semestre 2023, des sociétés italiennes « FURIA », péruvienne « Engineering Services » et namibienne « Rent-A-Drum » n'avaient pas impacté le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre

2023 ; par ailleurs la société française Séché Assainissement Rhône Isère avait été intégrée à compter du 1^{er} juillet 2023.

Les données au 30 juin 2024 de ces acquisitions sont les suivantes :

(en milliers d'euros)	30 juin 2024 Publié	Furia ⁽¹⁾	Engineering Services	Rent-A-Drum	Séché Assainissement Rhône Isère	Total variation	30 juin 2024 Retraité
Chiffre d'affaires	540 466	32 362	2 159	2 480	629	37 629	502 837
Excédent brut d'exploitation	88 330	1 639	374	517	(98)	2 432	85 898
Résultat opérationnel courant	29 576	693	114	155	(232)	729	28 846
Résultat opérationnel	28 203	698	107	134	(232)	707	27 496
Résultat financier	(14 412)	(153)	(7)	(191)	(18)	(370)	(14 043)
Résultat net	8 659	317	67	(51)	(250)	83	8 576
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(700)	-	-	10	-	10	(710)
Dont part du Groupe	7 959	317	67	(41)	(250)	93	7 866

(1) Données de la société FURIA et de sa filiale Conteco du 1^{er} janvier au 30 juin 2024.

3.2.2 PRINCIPAUX MOUVEMENTS DE PÉRIMÈTRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée à la Note 3.2.3 « Périmètre de consolidation ».

3.2.2.1 Principaux mouvements de périmètre

a. Consolidation de la société namibienne Rent-A-Drum

La filiale namibienne Rent-a-Drum, acquise au cours du 2nd semestre 2023, est consolidée par intégration globale pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2024. Les pourcentages de détention et d'intérêts sont portés à 80 % (cf. « Document d'enregistrement universel 2023 » page 156 § 3.2.4.4 a).

La ligne « Goodwill » de l'état de la situation financière est impactée pour un montant de 0,6 million d'euros (cf. Note 3.2.4.1 a).

L'impact au résultat au cours du 1^{er} semestre est non significatif.

L'affectation du prix d'acquisition est provisoire au 30 juin 2024, le prix et ses composantes étant non définitifs à cette date.

b. Acquisitions complémentaires sans prise de contrôle

La société sud-africaine Interwaste a acquis le solde des actions de ses filiales Interwaste On-site et Platinum Waste Resources pour des montants non significatifs au cours du 1^{er} semestre 2024 (cf. Note 3.2.4.18 c). Les pourcentages d'intérêt sont désormais de 83,17 %.

Cette opération impacte les capitaux propres du Groupe à hauteur de 0,1 million d'euros et les minoritaires à hauteur de -0,5 million d'euros (cf. Note 3.1.4).

c. Cessions

Aucune cession avec ou sans perte de contrôle de filiales n'a été réalisée au cours du 1^{er} semestre 2024, ni au cours du 1^{er} semestre 2023.

Les sociétés suivantes, étant non significatives ou qualifiées de « dormantes », ont été déconsolidées au 30 juin 2024, sans impact matériel sur les comptes consolidés résumés :

- Karu Energy ;
- Seche Health Arequipa.

3.2.2.2 Autres faits marquants de la période

En prévision du financement en dollars singapourien du prix d'acquisition de la société ECO Industrial Environmental Engineering décaissé le 18 juillet 2024 (cf. Note 3.2.4.21), deux opérations de couverture ont été mises en place afin de se couvrir contre le risque de change SGD/EURO pour un

montant global de 605 millions dollars singapourien (cf. Note 3.2.4.8 c).

Aucun autre fait marquant n'est à relever au cours du 1^{er} semestre 2024.

3.2.3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Ville	Pays	% d'intérêt	% d'intérêt	Méthode d'intégration	Méthode d'intégration
			31/12/2023	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2024
SOCIETE MERE						
Séché Environnement	Changé	France	mère	mère	mère	mère
FILIALES CONSOLIDÉES						
Alcéa	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
All'Chem	Montluçon	France	100,00	100,00	IG	IG
Boleng Waste	Gauteng	Afrique du Sud	40,76	40,76	IG	IG
Ciclo	Quilicura	Chili	70,00	70,00	IG	IG
Conteco	Milan	Italie	100,00	100,00	IG	IG
Drimm	Montech	France	100,00	100,00	IG	IG
ECOsité de la Croix Irtelle	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Engineering Services	Lima	Pérou	100,00	100,00	IG	IG
Enviroserv Polymer Solutions	Durban	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Envirosure Underwriting Managers	Brighton Beach	Afrique du Sud	70,69	70,69	IG	IG
Furia	Milan	Italie	100,00	100,00	IG	IG
Gabarre Energies	Les Abymes	France	51,00	51,00	IG	IG
Gerep	Paris	France	50,00	50,00	MEE	MEE
Green's Scrap Recycling	Germiston South	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
IberTredi Medioambiental	Barcelone	Espagne	100,00	100,00	IG	IG
Interwaste Holding	Gauteng	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Interwaste Onsite ⁽¹⁾	Gauteng	Afrique du Sud	48,99	83,17	IG	IG
Interwaste Petrochemicals ⁽⁵⁾	Gauteng	Afrique du Sud	48,99	48,99	IG	IG
Interwaste	Gauteng	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Kanay	Lima	Pérou	100,00	100,00	IG	IG
Karu Energy ⁽³⁾	Baie-Mahault	Guadeloupe	24,00	-	MEE	-
La Barre Thomas	Rennes	France	40,00	40,00	MEE	MEE
Masakhane Interwaste	Gauteng	Afrique du Sud	48,99	48,99	IG	IG
Mecomer	Milan	Italie	90,00	90,00	IG	IG
Mo'LVE	Montauban	France	100,00	100,00	IG	IG
Moz Environmental	Maputo	Mozambique	100,00	100,00	IG	IG
Namakwa Waste	Gauteng	Afrique du Sud	40,76	40,76	IG	IG
Opale Environnement	Calais	France	100,00	100,00	IG	IG
Platinum Waste Resources ⁽¹⁾	Gauteng	Afrique du Sud	42,42	83,17	IG	IG
Rent-A-Drum ⁽²⁾	Windhoek	Namibie	-	80,00	-	IG
Steam & Air Blowing Services Asia	Singapore	Singapour	100,00	100,00	IG	IG
Steam & Air Blowing Services UK	Kent	Royaume Uni	100,00	100,00	IG	IG
Solarca Taiwan	Taipei	Taiwan	100,00	100,00	IG	IG
Steam & Air Blowing Services Malaysia	Petaling Jaya	Malaisie	100,00	100,00	IG	IG
SCI La Croix Des Landes	Changé	France	99,80	99,80	IG	IG
SCI Les Chênes Secs	Changé	France	99,80	99,80	IG	IG
SCI Mézerolles	Changé	France	99,99	99,99	IG	IG
Séché Alliance	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Assainissement	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Assainissement 34	Villeneuve-lès-Béziers	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Assainissement Rhône Isère	Bonnefamme	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Chile	Las Condes	Chili	100,00	100,00	IG	IG
Séché Développement	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Éco-industries	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Éco-services	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Environnement Ouest	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Holdings	Gauteng	Afrique du Sud	100,00	100,00	IG	IG
Seche Health Arequipa ⁽⁴⁾	Lima	Pérou	100,00	-	IG	-
Séché Healthcare	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Seche Italia	Milan	Italie	100,00	100,00	IG	IG
Séché South Africa	Claremont	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Seche Spill Tech Holdings ⁽⁶⁾	Durban	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Séché Traitement Eaux Industrielles	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Séché Transports	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG

Dénomination	Ville	Pays	% d'intérêt	% d'intérêt	Méthode d'intégration	Méthode d'intégration
			31/12/2023	30/06/2024	31/12/2023	30/06/2024
Séché Urgences Interventions	La Guerche-de-Bretagne	France	100,00	100,00	IG	IG
Sem Tredi	Mexico	Mexique	100,00	100,00	IG	IG
Sénergies	Changé	France	80,00	80,00	IG	IG
Sénerval	Strasbourg	France	99,90	99,90	IG	IG
Metal Treatment Technology	Singapore	Singapour	100,00	100,00	IG	IG
Sogad	Le Passage	France	50,00	50,00	MEE	MEE
Solarca France	Marseille	France	100,00	100,00	IG	IG
Solarca Portugal	Setubal	Portugal	100,00	100,00	IG	IG
Solarca Qatar	Doha	Qatar	49,00	49,00	IG	IG
Solarca	La Selva Del Camp	Espagne	100,00	100,00	IG	IG
Solena	Viviez	France	60,00	60,00	IG	IG
Solena Valorisation	Viviez	France	51,00	51,00	MEE	MEE
Soluciones Ambientales Del Norte	Antofagasta	Chili	100,00	100,00	IG	IG
Sotrefi	Etupes	France	100,00	100,00	IG	IG
Sovatrise	Chassieu	France	65,00	65,00	IG	IG
Speichim Processing	Saint-Vulbas	France	100,00	100,00	IG	IG
Spill Tech Holding Chile	Santiago	Chili	100,00	100,00	IG	IG
Spill Tech	Durban	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Spill Tech Specialised Projects	Durban	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Spill Tech Global	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Spill Tech Group Holding	Durban	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Spill Tech Hire	Durban	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Spill Tech Industrial Cleaning	Congella	Afrique du Sud	83,17	83,17	IG	IG
Therm Service Für Kraftwerke	Seevetal	Allemagne	100,00	100,00	IG	IG
Tredi	Saint-Vulbas	France	100,00	100,00	IG	IG
Triadis Services	Etampes	France	100,00	100,00	IG	IG
Uper Retiers	Changé	France	100,00	100,00	IG	IG
Umwelt Technik Metallrecycling	Lübeck	Allemagne	100,00	100,00	IG	IG
Valls Quimica	Valls	Espagne	100,00	100,00	IG	IG

(1) Cf. Note 3.2.2.1 b

(2) Cf. Note 3.2.2.1 a

(3) Cf. Note 3.2.2.1 d

(4) Cf. Note 3.2.2.1 d

(5) A noter que par un mécanisme d'actions de préférence en faveur d'Interwaste, l'intégralité des résultats et capitaux propres de Petrochemicals sont imputés en Part du groupe (soit 83,17% compte tenu de la détention du Groupe dans Séché South Africa) pendant un temps défini.

(6) À noter que par un mécanisme d'actions de préférence en faveur de Séché Holdings, l'intégralité des dividendes de Séché Spill Tech Holdings et de ses filiales, et 85% des dividendes d'EnviroSure Underwriting Managers sont imputés en Part du groupe sans prise en compte des 16,83% de la part des participations ne donnant pas le contrôle pendant un temps défini.

3.2.4 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

3.2.4.1 Immobilisations incorporelles

a. Goodwill

La synthèse des goodwill, ventilés par UGT est la suivante :

(en milliers d'euros)	France	Allemagne	Espagne	Chili	Pérou	Afrique australe	Italie	Total
Valeur brute								
Au 31 décembre 2023	328 147	3 582	12 051	9 019	28 534	17 048	63 630	462 010
Variation de périmètre	-	-	-	-	(172)	572	326	726
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	(417)	(103)	773	-	253
Autres	-	-	-	0	(0)	0	-	(0)
Au 30 juin 2024	328 147	3 582	12 051	8 601	28 259	18 394	63 956	462 989
Pertes de valeur								
Au 31 décembre 2023	(20 220)	-	(5 674)	-	(893)	-	-	(26 786)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 30 juin 2024	(20 220)	-	(5 674)	-	(893)	-	-	(26 786)
Valeur nette								
Au 31 décembre 2023	307 927	3 582	6 377	9 019	27 641	17 048	63 630	435 224
Variation de périmètre	-	-	-	-	(172)	572	326	726
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	(417)	(103)	773	-	253
Autres	-	-	-	0	(0)	0	-	(0)
Au 30 juin 2024	307 927	3 582	6 377	8 601	27 366	18 394	63 956	436 203

La ligne « Variation de périmètre » correspond principalement au goodwill provisoire de la société namibienne Rent-A-Drum (cf. Note 3.2.2.1.a).

Les goodwill des sociétés Furia et Engineering Services sont provisoires au 30 juin 2024.

b. Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Logiciels, brevets	Actifs incorporels du domaine concédé	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute				
Au 31 décembre 2023	23 433	63 745	52 110	139 288
Acquisitions	2 063	(0)	895	2 958
Cessions	(1 746)	-	-	(1 746)
Variation de périmètre	20	-	-	20
Écarts de conversion	9	(1)	272	280
Changement de méthode	-	-	-	-
Autres	784	-	(823)	(39)
Au 30 juin 2024	24 563	63 743	52 454	140 761
Amortissements et pertes de valeur				
Au 31 décembre 2023	(12 752)	(37 446)	(25 588)	(75 786)
Dotations	(1 752)	(2 303)	(1 152)	(5 207)
Pertes de valeur	-	-	-	-
Cessions	1 749	-	-	1 749
Variation de périmètre	(20)	-	-	(20)
Écarts de conversion	(9)	-	(271)	(281)
Autres	52	-	(0)	51
Au 30 juin 2024	(12 733)	(39 749)	(27 011)	(79 493)
Valeur nette				
Au 31 décembre 2023	10 681	26 299	26 522	63 502
Au 30 juin 2024	11 830	23 994	25 443	61 267

Les acquisitions réalisées au cours du 1^{er} semestre 2024 sont principalement des projets informatiques.

3.2.4.2 Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Inst. Techn.	Matériels de transport	Agencements & Matériels de bureau	Immobilisations en cours	Locations	Total
Valeur brute								
Au 31 décembre 2023	52 946	253 694	547 767	62 898	131 739	68 717	142 256	1 260 019
Acquisitions	1 377	745	10 581	663	2 492	15 535	10 923	42 316
Cessions	-	(2 045)	(7 723)	(2 722)	(515)	-	(4 000)	(17 006)
Variation de périmètre	-	40	437	1 915	1 217	(137)	1 471	4 944
Écarts de conversion	483	(165)	480	1 478	283	116	779	3 455
Autres	98	4 609	4 191	2 514	3 165	(15 114)	(2 203)	(2 742)
Au 30 juin 2024	54 905	256 877	555 733	66 746	138 380	69 119	149 226	1 290 986
Amortissements et pertes de valeur								
Au 31 décembre 2023	(13 786)	(181 040)	(411 827)	(42 793)	(95 666)	(72)	(67 938)	(813 121)
Dotations	(864)	(12 976)	(14 039)	(2 661)	(4 047)	-	(12 209)	(46 797)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	2 045	7 225	1 654	511	-	3 265	14 701
Variation de périmètre	-	(8)	(108)	(1 246)	(583)	-	(264)	(2 208)
Écarts de conversion	(268)	117	(375)	(946)	(189)	-	(294)	(1 954)
Autres	21	530	2 250	(1 030)	94	-	2 292	4 157
Au 30 juin 2024	(14 897)	(191 331)	(416 874)	(47 022)	(99 880)	(72)	(75 147)	(845 222)
Valeur nette								
Au 31 décembre 2023	39 160	72 654	135 940	20 105	36 073	68 646	74 319	446 897
Au 30 juin 2024	40 008	65 546	138 859	19 724	38 501	69 047	74 079	445 764

Les lignes « variation de périmètre », pour un montant net de 2,7 millions d'euros, s'explique par la reconnaissance

provisoire des actifs à la juste valeur de la société Rent-A-Drum (cf. Note 3.2.2.1 a).

Les contrats de location se décomposent ainsi par nature :

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Inst. Techn.	Matériels de transport	Agencements	Total
Valeur brute						
Au 31 décembre 2023	2 658	52 545	29 914	55 768	1 371	142 256
Acquisitions	3	3 310	3 346	4 256	7	10 923
Cessions	-	(1 323)	(1 021)	(1 656)	-	(4 000)
Variation de périmètre	-	493	-	977	-	1 471
Écarts de conversion	(4)	357	(47)	455	19	779
Autres	(0)	775	(973)	(1 869)	(136)	(2 203)
Au 30 juin 2024	2 658	56 157	31 219	57 932	1 260	149 226
Amortissements et pertes de valeur						
Au 31 décembre 2023	(1 208)	(25 848)	(18 349)	(21 873)	(660)	(67 938)
Dotations	(165)	(3 338)	(3 248)	(5 325)	(133)	(12 209)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	797	917	1 551	-	3 265
Variation de périmètre	-	-	-	(264)	-	(264)
Écarts de conversion	0	(197)	17	(104)	(9)	(294)
Autres	0	(19)	710	1 465	136	2 292
Au 30 juin 2024	(1 373)	(28 605)	(19 953)	(24 550)	(665)	(75 147)
Valeurs nettes						
Au 31 décembre 2023	1 450	26 697	11 565	33 895	711	74 319
Au 30 juin 2024	1 285	27 552	11 266	33 382	595	74 079

Les lignes « Variation de périmètre » est principalement liée à la reconnaissance provisoire des contrats de location suite à l'acquisition de la société Rent-A-Drum (cf. Note 3.2.2.1 a).

La charge de location est analysée à la Note 3.2.4.13 a.

3.2.4.3 Participations dans les entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées au 30 juin 2024 correspondent, comme au 31 décembre 2023, principalement à la participation dans la société française « Solena Valorisation » pour 0,6 million d'euros.

Les quotes-parts négatives des autres participations sont reclassées en moins des prêts et créances financières à

hauteur de 4,3 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2023 (cf. Note 3.2.4.4). Par ailleurs, le solde des quotes-parts négatives constituent des provisions pour 0,6 million d'euros au 30 juin 2024 contre 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2023 (cf. Note 3.2.4.9).

3.2.4.4 Autres actifs financiers non courants et courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023			30 juin 2024		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments de capitaux propres	1 636	-	1 636	1 777	-	1 777
Dépôts et cautionnements	3 211	252	3 462	3 091	285	3 376
Prêts	5 697	156	5 852	6 503	96	6 600
Créances opérationnelles concessives	36 175	2 692	38 866	39 070	2 404	41 474
Prêts et créances financières	45 082	3 099	48 181	48 664	2 785	51 449
Autres actifs financiers	46 718	3 099	49 817	50 442	2 785	53 227

L'augmentation des créances opérationnelles concessives s'explique principalement par les travaux réalisés dans le

cadre de la modernisation de l'usine de valorisation énergétique de la société française Mo'UVE.

3.2.4.5 Éléments du besoin en fonds de roulement

a. Variation nette du besoin en fonds de roulement (BFR)

Au 30 juin 2024 :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	Variation du BFR	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Autres	30 juin 2024
Stocks	26 866	3 881	278	94	-	31 118
Clients et autres débiteurs	308 006	(5 789)	712	727	963	304 617
Dont créances clients	253 655	(13 407)	737	696	39	241 721
Dépréciation des créances clients	(6 810)	241	(33)	(36)	1	(6 637)
Autres actifs courants	53 215	(1 261)	97	80	(876)	51 256
Autres actifs non courants	28 204	(472)	-	-	(336)	27 395
Autres actifs hors BFR	(5 055)	(2 190)	-	(47)	536	(6 756)
Éléments d'actif	411 235	(5 831)	1 086	854	287	407 631
Fournisseurs	195 196	(6 676)	391	371	229	189 511
Autres passifs courants	169 580	29 619	768	231	(297)	199 900
Autres passifs hors BFR	(30 866)	5 945	-	(124)	102	(24 943)
Éléments de passif	333 910	28 888	1 160	477	33	364 468
BFR	77 325	(34 719)	(73)	377	254	43 163

Au 30 juin 2024, le Groupe a eu recours à l'affacturage comme au 31 décembre 2023 et au 30 juin 2023 (cf. Note 3.2.4.5 b).

La variation à la hausse des « autres passifs courants » est principalement liée à la TGAP qui sera décaissée sur le 2nd semestre 2024.

Au 30 juin 2023 :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2022	Variation du BFR	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Autres	30 juin 2023
Stocks	25 556	852	-	(225)	(94)	26 090
Clients et autres débiteurs	245 727	63 419	406	(2 349)	76	307 279
Dont créances clients	243 770	60 048	409	(2 345)	1 286	303 168
Dépréciation des créances clients	(7 461)	(711)	(4)	25	(75)	(8 226)
Autres actifs courants	40 473	10 031	31	2	(733)	49 804
Autres actifs non courants	32 805	908	-	(35)	(2 555)	31 123
Autres actifs hors BFR	(4 478)	280	(8)	80	(25)	(4 151)
Éléments d'actif	340 083	75 490	429	(2 527)	(3 331)	410 144
Fournisseurs	165 086	12 438	164	(1 184)	(2 320)	174 184
Autres passifs courants	146 119	53 214	194	(736)	(1 362)	197 428
Autres passifs hors BFR	(30 265)	4 007	-	318	(393)	(26 334)
Éléments de passif	280 939	69 659	359	(1 603)	(4 075)	345 279
BFR	59 144	5 831	70	(924)	744	64 865

La variation à la hausse du BFR des « clients et autres débiteurs » de 63,4 millions d'euros s'expliquait en majeure partie par la progression des créances clients. Cette hausse était consécutive à la nouvelle activité des eaux industrielles acquise auprès de Veolia, et au niveau d'activité élevé de certaines filiales en France et au Pérou.

b. Clients et autres débiteurs

Affacturage

Le 26 juin 2024, le Groupe a réalisé une cession de créances de 41,1 millions d'euros, sans recours, assortie d'une assurance sur les créances cédées. Au cours du semestre précédent, le Groupe avait réalisé une opération similaire pour un montant de 34,7 millions d'euros. Des créances clients cédées étant encaissées avant la clôture, l'opération a permis de déconsolider un montant net de ces créances encaissées de 35,5 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 29,1 millions d'euros au 30 juin 2023.

3.2.4.6 Autres actifs et passifs

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023			30 juin 2024		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Etat	232	34 754	34 986	854	30 824	31 678
Créances IS	-	4 678	4 678	-	5 776	5 776
Avances et acomptes versés	-	2 168	2 168	-	2 805	2 805
Créances sociales	-	1 362	1 362	-	1 139	1 139
Créances / cessions d'immos	-	(0)	(0)	-	(0)	(0)
Créances diverses	-	6 417	6 417	0	6 666	6 666
Compte-courants débiteurs	-	3 838	3 838	-	4 045	4 045
Autres actifs	232	53 215	53 447	854	51 256	52 110

La ligne « Etat » représente principalement des créances de TVA en France.

Les créances diverses sont principalement composées d'indemnités d'assurance et de subventions. Par ailleurs, la retenue de garantie dans le cadre de l'affacturage, correspondant à 5 % du montant des créances cédées,

représente 2,1 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 2,6 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les comptes courants débiteurs correspondent en majeure partie aux avances faites aux entreprises associées pour 3,2 millions d'euros comme au 31 décembre 2023.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023			30 juin 2024		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	7 109	30 369	37 478	6 880	14 827	21 706
Avances & acomptes reçus	-	4 471	4 471	-	5 900	5 900
Dettes sociales	-	48 632	48 632	-	50 315	50 315
Etat (hors IS)	-	63 385	63 385	-	95 411	95 411
Comptes courants créditeurs	-	1 996	1 996	-	1 802	1 802
Charges à payer	-	1 549	1 549	-	1 911	1 911
Dettes diverses	-	908	908	154	10 233	10 387
Autres fonds propres	19	-	19	19	-	19
Passif de renouvellement	-	8 815	8 815	-	8 831	8 831
Produits constatés d'avance	-	9 458	9 458	-	10 670	10 670
Autres passifs	7 128	169 583	176 710	7 053	199 900	206 953

Au 30 juin 2024, les dettes sur acquisitions d'immobilisations relatives aux compléments de prix liés des acquisitions de sociétés représentent 6,9 millions d'euros dont Ciclo (4 millions d'euros en non courant) et ESSAC (0,7 million d'euros en non courant); le dernier décaissement dans le cadre de l'acquisition de l'activité des eaux industrielles de Véolia ayant été réalisé au cours du 1^{er} semestre 2024 à hauteur de 0,8 million d'euros (cf. Note 3.2.4.18).

Le solde de 14,8 millions d'euros correspond majoritairement à des dettes sur acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, principalement liées aux projets d'investissement en France.

La variation à la hausse de la ligne « Etat (hors IS) » de 32 millions d'euros s'explique par la prochaine mise en paiement du 1^{er} acompte de la taxe TGAP sur le 2nd semestre 2024.

La ligne « Dettes diverses » progresse du fait des dividendes à payer aux actionnaires de Séché Environnement prévus début juillet 2024 pour un montant de 9,4 millions d'euros (cf. Note 3.2.4.11 f).

3.2.4.7 Trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	30 juin 2024
Trésorerie	162 138	170 954
Équivalents de trésorerie	77	77
Trésorerie & équivalents de trésorerie	162 215	171 031
Découverts bancaires	3 097	1 818
Trésorerie nette	159 118	169 213

Au 30 juin 2024 comme au 31 décembre 2023, les équivalents de trésorerie étaient essentiellement détenus par Séché Environnement et correspondent à des OPCVM monétaires.

3.2.4.8 Financement et gestion des risques financiers

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	Variation	Nouveaux	Remboursements	Variation de périmètre	Écarts de conversion	Autres	30 juin 2024
Emprunts auprès Ets crédit	232 656	(0)	37 426	(51 115)	1 238	140	8	220 353
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	421 141	-	-	-	-	-	(793)	420 348
Dettes locatives	70 727	(1)	10 923	(14 036)	951	493	1 523	70 581
Instruments dérivés	5 487	(0)	-	-	-	-	1 166	6 653
Autres dettes financières (y compris ICNE)	61 832	857	-	0	18	1	8	62 716
Dettes d'affacturage	9 162	-	5 538	(9 162)	-	-	-	5 538
Concours bancaires courants	3 097	(1 451)	-	-	165	8	(0)	1 818
Endettement brut	804 103	(596)	53 887	(74 313)	2 372	643	1 912	788 007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	162 215	8 051	-	-	30	735	(0)	171 031
Endettement net	641 888	(8 647)	53 887	(74 313)	2 341	(92)	1 912	616 976

(1) : Cf. Note 3.2.4.8 a

Séché Environnement avait levé en juillet 2023 un montant de 57,8 millions d'euros sur 8 ans au titre d'un prêt participatif « Relance » qui a pour objet de financer le plan d'investissements. Ce prêt a un taux fixe annuel de 4,85 %. Il est amortissable sur 4 ans après une période de différé de 4 ans. Il est présenté à la ligne « Autres dettes financières (y compris ICNE) ».

Des instruments dérivés impactent la colonne « Autres » au niveau des « emprunts obligataires » et « instruments dérivés » (cf. Note 3.2.4.8 c).

a. Maturité de la dette brute :

(en milliers d'euros)	30 juin 2024	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès Ets crédit ⁽¹⁾	220 353	72 299	102 808	45 247
Emprunts obligataires ⁽²⁾	420 348	-	420 348	-
Locations	70 581	22 906	36 927	10 749
Instruments dérivés	6 653	20	6 633	-
Autres dettes financières (y compris ICNE)	62 716	4 917	14 445	43 354
Dettes d'affacturage	5 538	5 538	-	-
Concours bancaires courants	1 818	1 818	-	-
Total	788 007	107 498	581 160	99 349

(1) : dont 30 millions d'euros de tirage sur la ligne de crédit syndiqué à moins d'un an.

(2) : Les informations relatives aux emprunts obligataires sont les suivantes :

Type de dette (en milliers d'euros)	Nominale	Maturité	Coupon	30 juin 2024 après coût amorti et dérivés de couverture
Emprunt obligataire EUR 2021	300 000	15/11/2028	2,25 %	290 744
Emprunt obligataire EUR 2021	50 000	26/03/2029	2,90%	49 730
Emprunt obligataire EUR 2019	60 000	22/05/2026	2,90%	59 940
Emprunt obligataire EUR 2019	20 000	24/05/2027	3,05 %	19 934
	430 000			420 348

b. Exposition aux risques financiers

Les procédures et la politique de gestion des risques par le Groupe sont inchangées par rapport au 31 décembre 2023. Les principaux risques (risque de liquidité, risque de taux d'intérêt, risque de change, risque de crédit et de contrepartie) sont décrits respectivement aux notes 3.2.4.8.b, 3.2.4.8.d, 3.2.4.8.e, et 3.2.4.5.b du Document d'enregistrement universel 2023.

c. Instruments dérivés

Dans le cadre de l'acquisition de ECO Industrial Environmental Engineering Pte Ltd (« ECO »), le Groupe a mis en place deux swaps en juin 2024 pour respectivement 405 et 200 millions de dollars singapourien (Cf. Note 3.2.2.2) et couvre ainsi le risque de variabilité du taux de change SGD/EUR.

Par ailleurs, le Groupe dispose comme au 31 décembre 2023 :

- en France, de deux instruments dérivés de taux à nature ferme (swaps) de 50 millions d'euros chacun à échéance novembre 2028, pour variabiliser une partie de l'emprunt obligataire de 300 millions d'euros émis en novembre 2021 ;
- en Italie, au sein de la filiale italienne « Mecomer », d'un swap de 6 millions d'euros adossé à un emprunt à taux variable et couvre ainsi le risque de variabilité du taux.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023			30 juin 2024		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments dérivés – actif	439	-	439	434	-	434
Instruments dérivés – passif	5 926	-	5 926	7 067	20	7 087

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023		30 juin 2024	
	Nominal	Juste valeur	Nominal	Juste valeur
Swaps	106 662	(5 488)	711 071	(6 653)
Total	106 662	(5 488)	711 071	(6 653)

Au 30 juin 2024, la maturité des instruments de couverture des flux de trésorerie est la suivante :

(en milliers d'euros)	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps	605 000	106 071	-	711 071
Total	605 000	106 071	-	711 071

Les pertes et gains enregistrés en autres éléments du résultat global avant impôt différé sur la période ne sont pas significatifs. Le montant cumulé avant impôts différés au 30 juin 2024, impactant les autres éléments du résultat global, est de 0,4 million d'euros comme au 31 décembre 2023. La part inefficace de ces couvertures, constatée en coût de l'endettement financier brut au 30 juin 2024, n'est pas significative.

Aucun autre élément du résultat global n'a été recyclé et comptabilisé dans le résultat de la période.

d. Notation de la dette financière

Suite à l'annonce de l'acquisition d'ECO en juin 2024 et de son financement par dette bancaire, les agences de notation qui suivent Séché Environnement ont ajusté leurs perspectives. L'agence Standard&Poors a confirmé la notation BB en indiquant que cette acquisition était positive

pour le profil industriel du Groupe mais que l'impact sur le profil financier entraînait le passage d'une perspective positive à stable. L'agence Fitch a placé la notation BB sous surveillance négative compte tenu de l'évolution du profil financier.

Les ratios financiers sont décrits en note 3.2.4.8.c du Document d'enregistrement universel 2023. Le Groupe n'anticipe pas de risque de non-respect de ses ratios financiers dans les 12 prochains mois.

e. Autres financements disponibles

Au 30 juin 2024, la ligne de crédit syndiqué non utilisée est de 170 millions d'euros. Un montant de 30 millions d'euros a été tiré au cours du 1^{er} semestre 2024. Cette ligne disponible est destinée aux besoins généraux de l'entreprise et aux acquisitions.

3.2.4.9 Provisions courantes et non courantes

Les provisions courantes et non courantes évoluent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation de périmètre	Autres éléments du résultat global	Ecarts de conversion	Autres	30 juin 2024
Engagements envers le personnel ⁽¹⁾	21 558	1 448	(804)	(0)	-	(1 057)	(1)	(31)	21 112
Autres provisions non courantes ⁽²⁾	30 681	673	(59)	(569)	-	-	258	735	31 718
PROVISIONS NON COURANTES	52 239	2 120	(863)	(570)	-	(1 057)	257	704	52 831
Provisions litiges	(0)	-	-	-	-	-	-	-	(0)
Provisions autres charges ⁽³⁾	4 499	227	(4)	-	(4)	-	(1)	(1 744)	2 973
PROVISIONS COURANTES	4 499	227	(4)	-	(4)	-	(1)	(1 744)	2 973
TOTAL	56 738	2 348	(868)	(570)	(4)	(1 057)	256	(1 041)	55 803

(1) Cf. Note 3.2.1.3

(2) La ligne « Autres provisions non courantes » se décompose comme suit :

▪ Provisions pour suivi trentenaire : 20,4 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 19,4 millions au 31 décembre 2023, dont 0,3 million d'euros de dotations complémentaires et 0,5 million d'euros d'actualisation.

▪ Provisions pour autres risques : 9,9 millions d'euros au 30 juin 2024 contre 9,5 millions d'euros au 31 décembre 2023, soit principalement 8 millions d'euros de risque de non-recouvrement des dépenses « Gros Entretien Réparation », 0,7 million d'euros de risque congés payés (cf. Note 3.2.1.3) et 0,6 million d'euros de quote-part négative de participations des entreprises associées (cf. Note 3.2.4.3).

▪ Provisions pour risques sociaux : 1,2 million d'euros au 30 juin 2024 contre 1,5 million d'euros au 31 décembre 2023.

(3) Comprend principalement des litiges commerciaux, majoritairement en France.

3.2.4.10 Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	30 juin 2024
Engagements donnés dans le cadre de l'activité ordinaire	231 165	233 355
Engagements donnés dans le cadre de l'endettement	38 144	36 017
Engagements donnés	269 309	269 372
Engagements reçus	-	-
Engagements hors bilan	269 309	269 372

a. Engagements hors bilan nés des opérations de l'activité courante

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	30 juin 2024
Garanties financières ⁽¹⁾	112 044	118 247
Avals et cautions (donnés)	88 691	83 358
Engagements de loyers sur contrats non retraités IFRS 16	25 773	31 000
Autres engagements donnés dans le cadre de l'activité courante	4 658	750
Engagements donnés dans le cadre de l'activité ordinaire	231 165	233 355

(1) Il s'agit de cautions délivrées à un établissement financier lors de la mise en place des garanties accordées par lui selon l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996. La hausse se situe en France.

b. Engagements hors bilan donnés ou reçus dans le cadre de l'endettement

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	30 juin 2024
Cautions ou lettres d'intention – Autres dettes	30 823	29 518
Gages et Nantissements d'actifs incorporels et corporels	7 321	6 499
Engagements donnés dans le cadre de l'endettement	38 144	36 017

Dans le cadre de financement d'actifs, la société a signé des engagements de non-cession des actions qu'elle détient dans les sociétés Sénergies et Séché Éco-Industries.

Tous les engagements hors bilan ci-dessus mentionnés couvrent des dettes portées au bilan.

Dans le cadre des contrats de Délégation de service public, Séché environnement accorde aux délégants un engagement de bonne exécution des contrats.

3.2.4.11 Capitaux propres

a. Composition du capital social

Le capital social de Séché Environnement est composé de 7 857 732 actions au nominal de 0,20 euro entièrement libérées aux 30 juin 2024 comme au 31 décembre 2023.

Le nombre d'actions à droit de vote double est de 4 689 360 au 30 juin 2024 contre 4 689 144 au 31 décembre 2023.

c. Autres engagements hors bilan

Le présent détail des engagements hors bilan du Groupe n'exclut aucun engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

b. Primes

Le poste « primes » est composé exclusivement de primes d'émission émises lors de différentes augmentations de capital, nettes d'imputation.

c. Réserves de conversion

Les réserves de conversion varient de 2,1 millions d'euros dont -0,6 million d'euros résultant de la conversion des capitaux propres des filiales hors zone euro, et 2,7 millions d'euros d'impact des variations d'investissement net (cf. Note 3.1.3).

Les principaux cours de change utilisés (euro/devises) : conversion des éléments du bilan (taux de clôture) et du compte de résultat (taux moyen) sont les suivants :

Pour 1 euro	ZAR	PEN	CLP
2023.06			
Taux moyen	19,69	4,06	870,76
2023.12			
Taux moyen	19,96	4,05	907,95
Taux clôture	20,35	4,09	968,38
2024.06			
Taux moyen	20,25	4,06	1016,84
Taux clôture	19,50	4,10	1015,36

d. Actions propres

Au 30 juin 2024, le nombre total d'actions détenues par Séché Environnement est de 88 877, représentant 1,13 % du capital de la Société.

Au 31 décembre 2023, il était de 53 975, représentant 0,69 % du capital de la Société.

e. Résultat par action

Le résultat par action présenté en pied de compte de résultat correspond au rapport entre d'une part le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère et d'autre

part le nombre moyen pondéré d'actions composant le capital social de la Société mère en circulation au cours de la période, soit 1,02 euro.

Le Groupe ne disposant pas d'instruments dilutifs, le résultat net dilué par action correspond au résultat net par action.

f. Dividendes

Au cours du 1^{er} semestre 2024, l'Assemblée générale de Séché Environnement a décidé une distribution de dividendes au titre des résultats 2023 pour un montant de 9 429 278,40 euros, soit un dividende par action de 1,20 euro. Cette distribution a été réalisée en juillet 2024.

3.2.4.12 Produits des activités ordinaires

Les effets périmètre sont mentionnées à la note 3.2.1.5.

a. Ventilation du chiffre d'affaires par nature

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Services	233 371	231 138
ECONomie circulaire et décarbonation	155 617	171 135
Gestion de la dangerosité	102 589	102 825
Chiffre d'affaires contributif	491 577	505 098
Chiffre d'affaires IFRIC 12	9 017	4 024
Chiffre d'affaires TGAP	29 543	31 345
Total chiffre d'affaires	530 137	540 466
Autres produits de l'activité	751	726
Produits des activités ordinaires	530 887	541 192

La société Mo'UVE porte le contrat de DSP confié par le SIRTOMAD de Montauban pour une durée de 20 ans (2021-2040). Ainsi, la prestation de travaux pour laquelle la société

perçoit une redevance financière a été comptabilisée à l'avancement conformément à l'interprétation IFRIC 12 pour un montant de 4 millions d'euros.

b. Ventilation du chiffre d'affaires contributif par typologie de déchets

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Traitement Déchet Dangereux	323 140	344 692
Traitement Déchet Non Dangereux	168 437	160 406
Chiffre d'affaires contributif	491 577	505 098

c. Ventilation du chiffre d'affaires contributif par zone géographique

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
France ⁽¹⁾	365 848	354 117
Europe (hors France)	50 247	80 862
Amérique du Sud	21 955	19 271
Afrique australe	49 258	44 148
Reste du monde	4 269	6 701
Chiffre d'affaires contributif	491 577	505 098

(1) Sachant que les chiffres d'affaires non contributifs IFRIC 12 et TGAP sont exclusivement réalisés en France.

d. Actifs et passifs de contrats

L'application de la norme IFRS 15 conduit à présenter les montants relatifs aux actifs et passifs de contrats inclus dans les agrégats « Autres actifs courants » et « Autres passifs courants » de l'état de la situation financière consolidée.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2023	30 juin 2024
Actifs de contrats	88 553	92 416
Passifs de contrats	9 458	10 670

3.2.4.13 Excédent brut d'exploitation

a. Les charges externes

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Sous-traitance	(114 217)	(111 902)
Charges de location	(13 417)	(16 198)
Entretien et réparation	(21 970)	(25 004)
Assurances	(7 675)	(7 644)
Autres charges externes	(32 883)	(36 144)
Charges externes	(190 162)	(196 891)

La progression des charges externes est la conséquence des acquisitions réalisées au cours du 2nd semestre 2024 (cf. Note 3.2.1.5) et de la moindre évolution de l'activité.

La charge de location s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Amortissements des droits d'utilisation ⁽¹⁾	(10 151)	(12 209)
Intérêts sur dettes locatives	(1 487)	(2 050)
Charges relatives aux loyers retraités au regard d'IFRS 16	(11 638)	(14 260)
Loyers variables, contrats de courte durée et/ou portant sur des actifs de faible valeur	(12 841)	(15 500)
Loyers figurant en charges externes	(12 841)	(15 500)
Total	(24 479)	(29 759)

(1) Cf. Note 3.2.4.2.

b. Les impôts et taxes

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Impôts, taxes et versements assimilés	(8 311)	(4 077)
TGAP	(31 713)	(33 301)
Taxe foncière	(1 476)	(1 608)
Autres	(792)	(992)
Impôts et taxes	(42 292)	(39 978)

Au 30 juin 2023, la contribution sur les rentes infra-marginales impactait le poste « Impôts, taxes et versements assimilés » à hauteur de 4,2 millions d'euros. Au cours du 1^{er} semestre 2024, contenu du recul du prix de vente de l'énergie, la contribution est non significative.

La hausse du poste « TGAP » de 1,6 million d'euros s'explique notamment par une augmentation des taux par rapport à la période précédente.

c. Les charges de personnel

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Traitements et salaires (y compris charges sociales)	(120 346)	(136 343)
Participation et intéressement	(2 708)	(2 301)
Cotisation IFC	-	-
Charges de personnel	(123 055)	(138 644)

La hausse des charges de personnel s'explique principalement par les acquisitions réalisées au cours du 2nd semestre 2023 (cf. Note 3.2.1.5).

3.2.4.14 Résultat opérationnel courant

a. Produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Pertes sur créances irrécouvrables	(166)	(152)
Autres	(468)	(1 076)
Charges opérationnelles	(633)	(1 228)
Produits opérationnels	19	42
Autres éléments opérationnels	(614)	(1 186)

b. Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Amortissements immobilisations incorporelles	(5 121)	(5 207)
Amortissements immobilisations corporelles	(31 844)	(34 587)
Amortissements des droits d'utilisation	(10 151)	(12 209)
Amortissements charges à étaler	-	-
Dotations nettes aux amortissements	(47 116)	(52 004)
Dépréciations nettes des immobilisations	0	-
Dépréciations nettes des stocks, créances commerciales et autres actifs	(872)	218
Variation nette des provisions courantes et non courantes	(2 940)	(770)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(3 811)	(552)
Amortissements, dépréciations et provisions	(50 928)	(52 556)

La ligne « Variation nette des provisions courantes et non courantes » est expliquée à la Note 3.2.4.9.

3.2.4.15 Résultat opérationnel

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Immobilisations incorporelles	3	3
Immobilisations corporelles	1 075	394
Titres consolidés	5	(7)
Titres non consolidés	-	-
Résultat sur cessions d'immobilisations	1 083	390
Pertes de valeurs	-	-
Effet des regroupements d'entreprises	(585)	(1 327)
Autres	(366)	(437)
Autres éléments non courants	133	(1 373)

Au 30 juin 2024, les effets des regroupements d'entreprises correspondent principalement aux sommes engagées dans le cadre de l'acquisition réalisée le 18 juillet 2024 de la société

singapourienne ECO Industrial Environmental Engineering Pte Ltd (« ECO ») (cf. Note 3.2.2.2).

3.2.4.16 Résultat financier

a. Détail du coût de l'endettement financier net

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	705	2 094
Charges d'intérêts relatifs aux emprunts ⁽¹⁾	(10 374)	(14 217)
Résultat sur instruments dérivés ⁽²⁾	(761)	(1 274)
Coût de l'endettement financier brut	(11 135)	(15 491)
Coût de l'endettement financier net	(10 431)	(13 397)

(1) Dont 8,4 millions d'euros de charge d'intérêts chez Sécché Environnement (contre 6,3 millions au 30 juin 2023).

(2) Cf. Note 3.2.4.8 c.

b. Détail des autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Résultat net sur cessions d'immobilisations financières	-	(3)
Désactualisation de la provision trentenaire ⁽¹⁾	(326)	(472)
Juste valeur des instruments de capitaux propres	-	(38)
Autres pertes de valeurs nettes et provisions	0	(0)
Résultat de change	(108)	(14)
Autres ⁽²⁾	(496)	(489)
Autres produits et charges financiers	(930)	(1 015)

(1) Cf. Note 3.2.4.9.

(2) Il s'agit principalement des commissions liées à la mise en place de la ligne de crédit syndiqué confirmée.

3.2.4.17 Impôts

La charge nette d'impôt de la période se répartit entre :

- une charge d'impôt de 3,8 millions d'euros pour les filiales françaises (6,8 millions d'euros en juin 2023), principalement liée au groupe fiscal intégré Séché Environnement SA regroupant 25 filiales ;

- une charge d'impôt de 0,8 million d'euros pour les filiales internationales (2,1 millions d'euros en juin 2023).

Au cours du 1^{er} semestre 2024, les déficits reportables préalablement activés au 31 décembre 2023 n'ont pas été remis en cause (cf. Note 3.2.1.3).

Le taux d'impôt effectif du Groupe est le suivant :

(en milliers d'euros)	30 juin 2023	30 juin 2024
Résultat net	23 949	8 659
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(1 207)	(475)
Impôts sur les résultats	(8 957)	(4 656)
Résultat avant impôt et résultats des entreprises associées	34 112	13 790
Taux d'impôt effectif	26,3 %	33,8 %

3.2.4.18 Notes complémentaires à l'état des flux de trésorerie consolidés

a. Autres produits et charges calculés

Au 30 juin 2024, les autres produits et charges calculées s'établissent à 2,2 millions d'euros du fait principalement :

- des coûts d'acquisition des cibles acquises et non acquises pour 1,3 million d'euros ;
- de l'actualisation des passifs à hauteur de 0,5 million d'euros.

b. Prise de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie

L'impact de -1,1 million d'euros au 30 juin 2024 correspond principalement aux derniers décaissements opérés dans le cadre de l'acquisition de l'activité des eaux industrielles de Véolia (cf. Note 3.2.4.6) et de l'acquisition de la société italienne Furia.

c. Trésorerie et équivalents de trésorerie sans perte/ prise de contrôle

L'impact à hauteur de -1,4 million d'euros au 30 juin 2024 correspond principalement aux décaissements des sommes engagées dans le cadre de l'acquisition de « ECO » (cf. Note 3.2.2.2) et aux acquisitions complémentaires des titres des filiales sud-africaines Interwaste On-site et Platinum Waste Resources (cf. Note 3.2.2.1 b).

3.2.4.19 Litiges et passifs éventuels

Les sociétés du Groupe sont parfois impliquées dans des litiges dans le cadre de leurs activités. Les risques y afférents ont été évalués par Séché Environnement et ses filiales concernées en fonction de leur connaissance des dossiers et font l'objet, le cas échéant, de provisions déterminées en conséquence. Le Groupe estime que les provisions constituées au bilan au titre de ces litiges connus ou en cours à la date de clôture, sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de manière significative en cas d'issue défavorable.

- Contrôles fiscaux en cours pour lesquels une proposition de rectification a été reçue :
 - Néant.

- Contrôles fiscaux en cours pour lesquels aucune proposition de rectification n'a été reçue :
 - Senerval (France) : une vérification de comptabilité, pour les années 2018 à 2020 relatif à l'ensemble des déclarations fiscales, s'est terminée sur l'exercice 2023. Un rappel de TVA à hauteur de 4,1 millions d'euros est en cours de discussion avec l'administration fiscale. Compte tenu d'un avis de recouvrement reçu au cours du 1^{er} semestre 2024 pour un montant de 1,5 million d'euros, une refacturation sera réalisée à due concurrence au délégant en application du contrat de délégation de service public.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

3.2.4.20 Transactions avec des parties liées

Les parties liées vis-à-vis desquelles le Groupe entretient des relations sont les filiales non consolidées du Groupe, les entreprises associées, la société Groupe Séché SAS et ses filiales.

Il n'y a pas eu, au cours du 1^{er} semestre 2024, de modification de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec

ses parties liées par rapport au 31 décembre 2023. Ces dernières sont mentionnées en note 3.2.4.24 Transactions avec les parties liées du Document d'enregistrement universel 2023. S'agissant d'une clôture intermédiaire, l'information sur les mandataires sociaux et les sociétés qui leur sont liées n'est pas présentée dans la présente note.

3.2.4.21 Événements postérieurs à la clôture

a. Prise de contrôle de ECO Industrial Environmental Engineering

Le 18 juillet 2024, Séché Holdings (SG) a acquis 100 % des actions de la société ECO Industrial Environmental Engineering Pte Ltd (« ECO »), leader du marché des déchets industriels dangereux à Singapour, pour un prix d'achat de 608 millions dollars singapourien.

La société sera consolidée par intégration globale sur le 2nd semestre 2024, ainsi que ses 2 filiales :

- la société d'exploitation ECO Special Waste Management détenue à 100 % ;
- et la société ECO Norit Activated Carbon détenue à 65 %.

ECO détient également une participation dans une co-entreprise, ECO Mastermelt, qui sera consolidée par mise en équivalence.

Le financement a été assuré par une facilité de crédit engagée auprès d'une banque complétée par un tirage sur la ligne de crédit syndiqué.

En 2023, la société a généré un chiffre d'affaires de l'ordre de 96 millions¹ dollars singapourien et un EBE ajusté de l'ordre de 41 millions² dollars singapourien.

b. Autres événements postérieurs à la clôture

À la date de rédaction des états financiers résumés, nous n'avons pas eu connaissance d'autres faits postérieurs à la clôture susceptibles d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe.

¹ Pour information, taux de change approximatif EUR/SGD à date =1,45

² Sur la base des chiffres de l'EBE 2023 de SGD 37,4 millions + EBE non consolidé de l'entreprise commune de SGD 3,9 millions.



RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

4.1 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information
financière semestrielle 2024

58



4.1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

Séché Environnement

Société Anonyme

RCS Laval - 306 917 535

Période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Séché Environnement, relatifs à la période 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes

d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Nantes et Saint-Herblain le 4 septembre 2024

Forvis Mazars

Julien MAULAVE
Associé

RSM Ouest

Céline BRAUD
Associée



INFORMATIONS **COMPLÉMENTAIRES**

5.1 Déclaration du responsable du Rapport financier semestriel 60

5.1 DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J’atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le Rapport semestriel d’activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice ».

Changé, le 4 septembre 2024

Le Directeur général,

Maxime Séché

01

02

03

04

05

Séché Environnement

SA au capital de 1 571 546,40 euros – B 306 917 535 RCS Laval
Les Hêtres – CS 20020 – 53811 Changé Cedex 9
Tél : + 33 (2) 43 59 60 00 – Fax : + 33 (2) 43 59 60 61
Tour Maine Montparnasse – BP 25
33 avenue du Maine – 75755 Paris Cedex 15
Tél : + 33 (1) 53 21 53 53 – Fax : + 33 (1) 53 21 53 54
E-mail : actionnaires@groupe-seche.com
www.groupe-seche.com